



Groupe Crédit du Nord

Rapport Financier semestriel

2008



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL **Comptes consolidés au 30 juin 2008**

	N° de page
I. RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	2
Nom du responsable	2
Attestation du responsable	2
II. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES	3
Commissaires aux comptes titulaires	3
Commissaires aux comptes suppléants	3
III. COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2008	4
1. CHIFFRES CLES	4
2. RAPPORT DE GESTION	6
3. ETATS DE SYNTHESE	25
Bilan	
Compte de résultat	
Capitaux propres	
Tableaux de flux de trésorerie	
4. ANNEXES	30
5. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE	58



I. RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL


ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Nom du responsable

Alain PY, Président-Directeur Général

Attestation du responsable du document

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.



Le Président-Directeur Général
Alain PY



II. RESPONSABLES DU CONTRÔLE DES COMPTES

ERNST & YOUNG & AUTRES

Représentés par Isabelle SANTENAC

Adresse : 41, rue Ibry - 92200 Neuilly-sur-Seine

Date de nomination : 4 mai 2000 pour six exercices

Date de renouvellement de mandat : 18 mai 2006 pour six exercices.

Suppléant : PICARLE et ASSOCIES

Représenté par Denis PICARLE

Adresse : Faubourg de l'Arche - 11, Allée de l'Arche – 92400 Courbevoie

Date de nomination : 18 mai 2006 pour six exercices.

DELOITTE & ASSOCIES

Représentés par José-Luis GARCIA

Adresse : 185, avenue Charles-de-Gaulle – 92200 Neuilly sur Seine

Date de nomination : 4 mai 2000 pour six exercices

Date de renouvellement de mandat : 18 mai 2006 pour six exercices.

Suppléant : B.E.A.S

Représenté par Pascal PINCEMIN

Adresse : 7-9, Villa Houssay – 92200 Neuilly sur Seine

Date de nomination : 4 mai 2000 pour six exercices

Date de renouvellement de mandat : 18 mai 2006 pour six exercices.

III. COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2008

1 – CHIFFRES CLES

Groupe : données consolidées

EN MILLIONS D'EUROS	30/06/2008 IAS/IFRS ⁽¹⁾	30/06/2007 IAS/IFRS ⁽¹⁾	VARIATION % 2008/2007 IAS/IFRS
BILAN			
Dépôts clientèle	18 106,3	17 003,0	+ 6,5
Crédits clientèle	24 476,6	22 466,8	+ 8,9
Capitaux propres ⁽¹⁾	1 837,4	1 725,8	+ 6,5
Encours créances douteuses (montant brut)	1 252,8	1 139,2	+ 10,0
Stock de provision pour créances douteuses	-606,2	-609,2	- 0,5
TOTAL DU BILAN	37 721,5	34 247,8	+ 10,1
Actifs clientèle gérés ⁽²⁾	25 383,3	29 300,5	- 13,4
RÉSULTATS			
Produit Net Bancaire	753,9	818,4	- 7,9
Résultat Brut d'Exploitation	240,5	318,9	- 24,6
Résultat courant avant impôt	200,3	284,4	- 29,6
Bénéfice net (part du Groupe)	131,8	195,6	- 32,6

(1) Inclut le résultat en formation

(2) Hors conservation pour compte de tiers et retraité des OPCVM inclus dans les supports d'assurance-vie



LES COMPTES CONSOLIDÉS

Chiffres clés

RATIOS (en %)	30/06/2008	30/06/2007	30/06/2006
Coût du risque / Encours de crédits	0,34	0,32	0,31
Capitaux propres / Total du Bilan	4,87	5,04	4,98
Ratio de solvabilité ⁽¹⁾	8,41%	9,41%	9,61%
Part des fonds propres durs ⁽²⁾ / Encours pondérés ⁽¹⁾	6,94%	6,90%	6,98%

NOTATIONS		30/06/2008	30/06/2007	30/06/2006
Standard and Poor's	CT	A - 1 +	A - 1 +	A - 1 +
	LT	AA -	AA	AA -
Fitch	CT	F1	F1 +	F1 +
	LT	A +	AA -	AA -
	Intrinsèque	B/C	B/C	B/C

Contribution du Crédit du Nord (*maison mère*)

EN MILLIONS D'EUROS	30/06/2008	30/06/2007	VARIATION %
	IAS/IFRS	IAS/IFRS	2008/2007
Produit Net Bancaire	540,7	584,4	- 7,5
Résultat Brut d'Exploitation	213,2	263,9	- 19,2
Résultat net	157,7	197,6	- 20,2

⁽¹⁾ Ces ratios sont présentés à titre d'information pour apprécier la rentabilité du Groupe Crédit du Nord puisqu'il convient de rappeler que, compte tenu de son actionnariat, le Groupe Crédit du Nord n'est pas assujéti individuellement au respect des ratios réglementaires de solvabilité.

⁽²⁾ Tier One

⁽¹⁾ et ⁽²⁾ incluent les résultats en formation, nets des prévisions de distribution des dividendes.



1 – Rapport de gestion

L'économie mondiale frappée par la crise

Le monde connaît depuis un an une crise financière profonde. Ses premières manifestations se sont produites à l'été 2007 aux Etats-Unis avec la crise du marché hypothécaire dite « subprime ». Elle s'est ensuite rapidement propagée à l'ensemble de l'industrie bancaire et financière qui a été amenée à lever des capitaux de façon massive sur les marchés, sous l'effet d'un assèchement de la liquidité et de dépréciations d'actifs. Elle a enfin imprégné l'ensemble de l'économie avec une dégradation de la conjoncture, mettant un terme à un cycle de croissance forte de plusieurs années.

Certes la croissance mondiale a relativement bien résisté au 1^{er} semestre 2008, encore soutenue par les pays émergents. Elle marque cependant des signes de ralentissement et s'accompagne de perspectives sombres, notamment pour les pays développés. Les prix des matières premières et des produits énergétiques atteignent des sommets, tel le pétrole qui a vu son prix doubler en un an, avec pour conséquence une tension inflationniste généralisée dans les pays émergents, aux Etats-Unis, et en Europe.

La hausse des prix, combinée à la déprime du marché immobilier aux Etats-Unis et dans certains pays européens, ainsi que le durcissement du crédit et des conditions financières se sont traduits par un fléchissement de la demande interne des ménages et de l'investissement productif des entreprises, qui constituaient jusque là le moteur de la croissance mondiale.

Les réponses des banques centrales au retournement de la conjoncture divergent : la FED a privilégié la détente monétaire et l'accompagnement du plan de relance gouvernemental de 150 milliards de dollars visant à soutenir la consommation ; a contrario, la BCE a durci sa politique monétaire en relevant son principal taux directeur afin de faire face à la résurgence de l'inflation, au risque de peser encore sur la croissance et d'accentuer le déséquilibre de la parité euro/dollar qui constitue déjà un frein aux exportations européennes. Les anticipations des politiques des banques centrales se sont traduites par une forte volatilité des taux d'intérêt et un effondrement des principales bourses mondiales.

La France n'échappe pas à cette dégradation de la conjoncture. Les prévisions de croissance ont été revues

à la baisse pour 2008 et devraient se situer autour de 1,4%, prenant acte du ralentissement de la production industrielle, des incertitudes qui pèsent sur la nature de l'atterrissage du marché immobilier et de la consommation qui s'essouffle, en dépit des mesures prises en faveur du pouvoir d'achat.

Ce contexte morose et les perspectives incertaines ont conduit à un fort repli des indices boursiers. Clôturant à 4435 points le 30 juin 2008, l'indice CAC 40 affiche un recul de 21% par rapport au début de l'année, la tendance restant déprimée.

Le Groupe Crédit du Nord pénalisé par la crise financière

Les résultats au 30 juin 2008 sont établis selon les normes comptables IFRS. Ils sont comparés à des chiffres 2007 établis selon les mêmes normes.

Le Groupe Crédit du Nord présente des résultats consolidés en retrait au 1^{er} semestre 2008 : le PNB recule de 7,9%, le RBE de 24,6% et le résultat net part du Groupe de 32,6% pour s'établir à 131,8 M€. Le ROE est de 16,0% pour un Tier One de 6,9%.

Ces résultats sont particulièrement affectés par ceux de la société de gestion mobilière du Groupe, Etoile Gestion. En phase avec une politique visant à assurer la liquidité des fonds sans pénaliser la clientèle, Etoile Gestion a été amenée à céder des actifs détenus par certains de ses fonds dynamiques, à des prix en ligne avec leur valorisation dans les OPCVM et ce, tout en garantissant l'égalité de traitement des porteurs de parts. Ces cessions se sont traduites dans les comptes par une perte de -72,5 M€.

Inversement, au 30 juin 2008, le Groupe a été amené à constater la valorisation en juste valeur de ses passifs financiers dans le respect des normes comptables IFRS, pour un montant de 43,7 M€.

Enfin, Rappelons que les comptes au 30 juin 2007 enregistraient une plus-value comptable de 36 M€ résultant de la cession de titres Euronext/NYSE.

Corrigé de ces éléments non récurrents et des mouvements de provision au titre des engagements futurs attachés aux produits d'épargne logement PEL et CEL, le PNB du Groupe ressort en légère croissance de 0,6% au 1^{er} semestre 2008. Cette faible progression du PNB résulte d'une baisse significative des commissions financières particulièrement impactées par l'environnement financier et boursier qui prévaut depuis un an.



Rapport de gestion

JUIN 2008

La croissance de la marge sur dépôts a ralenti au 1^{er} semestre 2008 sous l'effet de la contraction des volumes de dépôts à vue des entreprises, dont les trésoreries se tendent, et du relèvement du taux de rémunération des principales formules d'épargne à régime spécial survenu au 2nd semestre 2007 puis, à nouveau, au 1^{er} semestre 2008.

Le maintien d'une croissance encore positive de l'activité économique s'est traduit par des investissements et des besoins de financement soutenus des entreprises, qui ont profité à l'évolution de nos concours à moyen et long terme. Dans le même temps, le processus de restauration des niveaux de marge amorcé à la fin du 1^{er} semestre 2007 s'est poursuivi en 2008 malgré la prise en compte dans nos barèmes de la hausse du coût d'accès à la liquidité. La marge sur crédits a ainsi bénéficié de tirages accrus des entreprises sur leurs lignes à court terme et du relèvement du taux de base bancaire opéré fin 2007 et début 2008.

En dépit du ralentissement du marché immobilier, la production de crédits à l'habitat a progressé de 28,6% au 1^{er} semestre 2008, dans un contexte favorable de détente des taux longs en début d'année, alors que 2007 avait été marqué par une remontée particulièrement marquée des taux d'intérêt. Parallèlement, la concurrence par les taux s'est ralentie et sans changer sa politique de maintien d'un taux de marge suffisant à la production, le Groupe a pu constater que son offre se trouvait mieux positionnée. L'encours de crédits à l'habitat augmente sensiblement, soutenu par les productions. Les utilisations de crédits revolving ont également progressé de façon satisfaisante. A contrario, le ralentissement de la consommation des ménages et les mesures gouvernementales en faveur du pouvoir d'achat via le déblocage de l'épargne salariale se sont traduits par un recul de la production de prêts personnels.

Les commissions de services ont à nouveau connu une croissance soutenue de +9,2% au 1^{er} semestre 2008, conséquence du développement toujours actif des fonds de commerce, de la contribution significative des nouvelles agences, et de l'amélioration de l'équipement de la clientèle en produits et services bancaires et d'assurance.

Dans un environnement économique dégradé et incertain et des marchés boursiers ébranlés par la crise financière, les commissions financières du Groupe ont reculé de -49,2% tout particulièrement affectées par les résultats de sa filiale Etoile Gestion.

En effet l'activité de la société de gestion mobilière Etoile Gestion a été fortement affectée par la crise financière qui a eu pour effet une forte décollecte sur le segment des fonds monétaires dynamiques. Afin d'assurer la liquidité de ces fonds et d'insensibiliser ces encours sous gestion sans pénaliser sa clientèle, le Groupe a mis en œuvre au premier semestre 2008 un plan de restructuration de l'actif de ces fonds en procédant à des cessions d'actifs sur le marché et au transfert par les fonds concernés au Groupe d'actifs de bonne qualité affectés par la crise de liquidité. Cette restructuration s'est traduite par une charge de 72,5 M€ dans la filiale Etoile Gestion. Sans nouvelle et forte dégradation du marché, les mesures prises sont estimées suffisantes pour assurer la liquidité et la performance des fonds sur les prochains mois d'autant que le rythme de la décollecte a fortement ralenti.

Corrigé de cet effet, le PNB d'Etoile Gestion est en recul de 13,7%, la décote des marchés actions et le reflux des produits actions ayant impacté l'évolution des commissions de gestion, et les commissions financières du Groupe ressortent à -11,1%.

Opérant dans un marché boursier très morose, et en l'absence d'opération significative réalisée sur le marché primaire, le PNB de la société de Bourse Gilbert Dupont, spécialiste des petites et moyennes valeurs, ressort en baisse de 16,3% au 30 juin 2008, hors plus-value résultant de la cession de titres Euronext/NYSE dégagée au 1^{er} semestre 2007.

Le programme de développement par l'ouverture de nouvelles agences est un succès

Le Groupe Crédit du Nord a lancé à l'automne 2004 un programme ambitieux de développement du réseau visant à compléter le maillage existant. 12 ouvertures d'agences ont été réalisées au cours du 1^{er} semestre 2008. Depuis le lancement de ce programme il y a quatre ans, plus de 130 nouvelles agences ont été ouvertes dans des zones à fort potentiel, réparties sur l'ensemble du territoire métropolitain, et plus particulièrement en Ile de France. A noter que le Crédit du Nord a acquis 6 agences et leurs clientèles auprès de Fortis France au 1^{er} juillet 2008, contribuant à faire progresser le réseau et le fonds de commerce du groupe.



Le développement de ces nouvelles agences est tout à fait conforme aux attentes, avec une montée en puissance du PNB un peu plus rapide que celle anticipée, grâce à une conquête dynamique sur le marché des particuliers et une part de clients professionnels dans le fonds de commerce plus forte qu'initialement prévue. De plus, ces ouvertures d'agences ont permis à un certain nombre de clients particuliers de grandes métropoles de transférer leurs comptes dans une agence proche de leur lieu de résidence, et ainsi de profiter d'une plus grande proximité dans leur relation bancaire.

La contribution des nouvelles agences aux performances commerciale et financière du Groupe augmente de façon significative, et leur développement constitue un relais de croissance important.

Le Crédit du Nord poursuit la mise en œuvre des grands projets techniques et organisationnels

Le Crédit du Nord a poursuivi au 1^{er} semestre 2008 la mise en œuvre des chantiers techniques ou réglementaires engagés depuis quatre ans, et posé les jalons de nouveaux projets de rénovation.

Le poste de travail en agence a bénéficié de nouvelles fonctionnalités et de l'intégration de nouveaux produits et services. Ce projet majeur pour le Groupe parviendra à maturité complète en fin d'année avec l'intégration de la totalité des situations de travail du front et du middle office sur le poste de travail.

Le projet réglementaire de passage aux nouvelles normes prudentielles Bâle II, qui a entraîné la rénovation du système d'information et la refonte des systèmes de gestion et de pilotage des risques, est entré dans une phase opérationnelle, avec la réalisation des chiffrages d'encours pondérés qui permettent, depuis le 1^{er} trimestre 2008, le calcul de fonds propres en normes Bâle II. Le Groupe Crédit du Nord a obtenu la validation par les autorités bancaires nécessaire à l'utilisation des méthodes avancées pour l'évaluation de ses risques sur la quasi-totalité des encours de crédits dès cette année.

Sur le plan organisationnel, le projet de rationalisation touchant l'organisation des middle offices lancé par le Crédit du Nord en 2006 se poursuit conformément au plan de marche. Ce projet, qui arrivera à son terme en 2009, prend en compte l'évolution des comportements des clients, avec la montée en puissance des canaux à distance, et bénéficie de la mise en œuvre de nouvelles fonctionnalités du poste de travail notamment dans les process de gestion du crédit.

Par ailleurs, le projet de rénovation des systèmes de flux, qui s'efforce de transformer la contrainte d'évolution réglementaire des systèmes de paiement (SEPA) en opportunité de consolidation de la stratégie de banque de flux, ainsi que le projet de plateforme technique multicanal visant à moderniser l'offre de banque à distance en tirant parti des nouvelles technologies et des investissements réalisés sur le poste de travail, sont entrés en phase de développement.

Enfin, le Crédit du Nord a lancé plusieurs nouveaux projets début 2008 parmi lesquels le projet de refonte des processus et applicatifs de gestion visant à optimiser le suivi et la prévention des dépassements.

La mise en œuvre méthodique de la rénovation de son système d'information permettra au Crédit du Nord de disposer à l'horizon 2009/2010 d'un système au meilleur des standards du marché.



Activité commerciale

L'analyse de l'activité commerciale du réseau du Groupe Crédit du Nord couvre le périmètre de l'ensemble des banques du Groupe, c'est à dire le Crédit du Nord et ses six filiales bancaires : les banques Courtois, Rhône-Alpes, Tarneaud, Laydernier, Nuger et Kolb.

Les indicateurs présentés sont relatifs à l'activité en euros, qui représente la quasi-totalité des activités du Groupe. Les encours repris comme les évolutions touchant aux fonds de commerce comparent des chiffres de fin de période (fin juin).

Poursuite du développement du fonds de commerce et de la fidélisation et de la satisfaction de nos clients

Dans un environnement plus porteur pour le Crédit du Nord en matière de promotion du crédit à l'habitat, la croissance du fonds de commerce de particuliers a atteint 2,7% sur un an. Au 30 juin 2008, le fonds de commerce compte 1,38 millions de particuliers, soit une progression de plus de 110.000 clients sur 3 ans.

La progression du fonds de commerce bénéficie de l'accent mis sur la conquête de nouveaux clients, notamment via la recommandation, et sur la prévention des départs, ainsi que de l'apport très significatif des nouvelles agences.

La forte croissance du fonds de commerce s'est à nouveau accompagnée d'un effort de vente de produits auprès de la clientèle. L'équipement des clients en 6 produits se maintient à un niveau élevé de 44,4%.

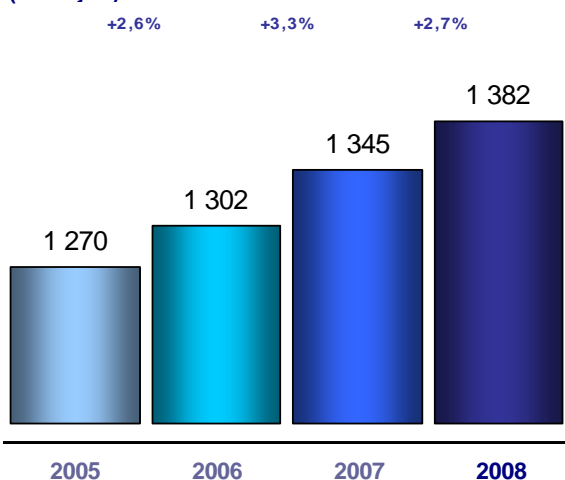
Parmi les nouveaux services lancés en 2008, figure le contrat de prévoyance Antarius Protection Famille, qui garantit à la famille du souscripteur le versement d'un capital en cas de décès. Six mois après son lancement, ce produit suscite un réel intérêt de la part de la clientèle, et rencontre un grand succès avec déjà plus de 11.000 contrats commercialisés.

Par ailleurs, le très bon accueil reçu par le contrat Protection Juridique lors de son lancement en 2006 se confirme dans la durée avec plus de 24.500 contrats commercialisés à fin juin 2008, en hausse de 42,0% sur un an.

L'accès à la Banque via les canaux à distance poursuit sa progression à un rythme très significatif de 24,2% sur un an. Plus de 11 millions de connexions au site Internet dédié au marché des particuliers ont été recensées au 1^{er} semestre.

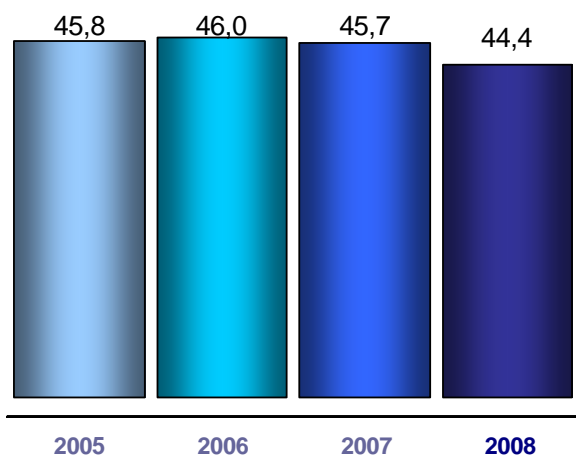
FONDS DE COMMERCE PARTICULIERS (au 30 juin)

Nombre de clients (en milliers)



FIDÉLISATION DE NOTRE CLIENTÈLE (au 30 juin)

Équipement six produits et plus (en %)



Les taux de croissance sont calculés sur la base des chiffres exacts et non sur la base des chiffres arrondis présentés dans les graphiques. Cette remarque vaut pour l'ensemble des graphiques du rapport.



Rapport de gestion

JUIN 2008

Le développement de la clientèle de professionnels se poursuit à un rythme très élevé, avec une progression du fonds de commerce de 4,8% sur un an. Ce succès témoigne de la qualité du dispositif spécifique de proximité du Crédit du Nord, caractérisé par la présence de conseillers dédiés, en charge tant de la partie commerciale que de la partie privée de la relation, par le maintien d'un service de caisse dans toutes les agences, et par une offre adaptée. Comme pour le marché des particuliers, les nouvelles agences contribuent de façon significative à la croissance du fonds de commerce.

Reflet de la confiance et de l'activité de la clientèle, le nombre de contrats monétiques destinés aux commerçants accélère sa progression, à +3,8% et la hausse du nombre de clients équipés de l'offre packagée Convention Alliance atteint 11,7% sur un an, avec plus d'un client sur deux équipé. Par ailleurs, malgré le rythme élevé de croissance du fonds de commerce, la part de la clientèle en relation à la fois commerciale et privée reste voisine de 50%.

Dans le domaine de la prévoyance, le nombre de souscriptions du contrat Etoile Sécurité, destiné à compléter l'épargne confiée par nos clients en cas de décès, a augmenté de 15,4% sur un an et, comme sur le marché des particuliers, le contrat Protection Juridique se développe avec succès, avec 4785 contrats commercialisés à fin juin 2008, en hausse de 56,7% sur un an.

Le nombre de Plans d'Epargne Interentreprises, produit d'épargne salariale dédié aux petites entreprises, aux entrepreneurs individuels et aux professions libérales est en progression toujours forte de 14,0% sur un an.

L'accès à la Banque via le site Internet dédié aux professionnels connaît une hausse significative d'activité avec 4,5 millions de connexions enregistrées depuis le début de l'année, soit +23,2% par rapport au 30 juin 2007.

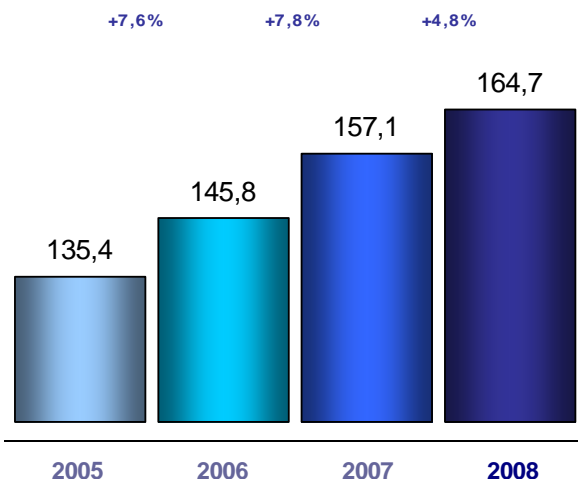
Le fonds de commerce d'entreprises a sensiblement accéléré sa croissance avec une progression de 4,4% sur un an, et une augmentation de la pénétration sur les plus importants chiffres d'affaires.

Deux entreprises sur trois sont désormais détentrices d'un contrat Internet actif, soit une hausse de 7 points par rapport à fin juin 2007. Sur un an, le nombre de contrats actifs a augmenté de 17,4%. Le nombre de connexions au site Internet dédié aux entreprises a progressé également de façon très importante, avec près de 1,7 millions de connexions au 1^{er} semestre 2008.

Un baromètre⁽¹⁾ concurrentiel de mesure de la satisfaction clientèle, réalisé début 2008 par le cabinet CSA auprès d'échantillons représentatifs de clients sur tous ses marchés, a positionné le Crédit du Nord à nouveau en tête des principales banques françaises sur les marchés de particuliers et de professionnels et parmi les trois meilleures sur le marché d'entreprises et ce, sur la majorité des thèmes cités : satisfaction globale client, image, confiance, conseiller. Les résultats de ce baromètre sont le reflet de l'excellente qualité de notre relation avec nos clients, cœur de notre modèle de développement.

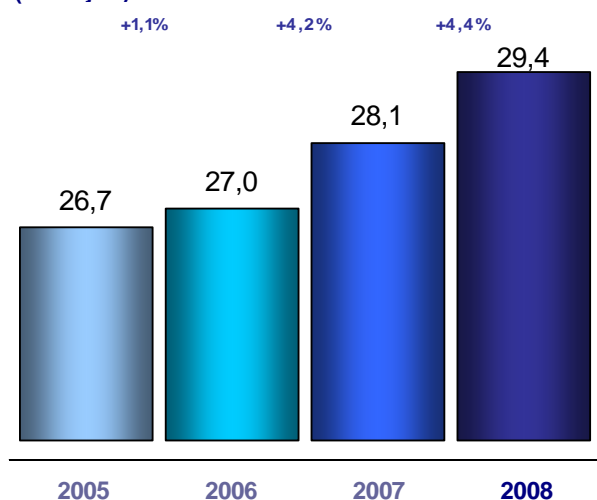
FONDS DE COMMERCE PROFESSIONNELS (au 30 juin)

Nombre de clients (en milliers)



FONDS DE COMMERCE ENTREPRISES (au 30 juin)

Nombre de sociétés actives (en milliers)



(1) Source : institut de sondage CSA, 17 mars 2008 - 30 avril 2008, baromètre concurrentiel (sondage téléphonique)



Rapport de gestion

JUIN 2008

Les encours d'épargne affectés par la crise

Après plusieurs années marquées par une forte collecte, les encours d'épargne ont légèrement reculé au 1^{er} semestre 2008 sur fond de crise des marchés financiers.

Les indices boursiers avaient connu une évolution très favorable et atteint des niveaux proches de leurs records historiques il y a un an. Au 30 juin 2007, l'indice CAC 40 clôturait à 6055 points. Sous l'effet de la crise financière, les marchés se sont depuis fortement orientés à la baisse: à 4435 points en clôture le 30 juin 2008, le CAC 40 affichait un repli de 21% par rapport au début de l'année, et de 27% par rapport à la fin du 1^{er} semestre 2007. En l'absence d'effet de valorisation et compte tenu d'une collecte nouvelle défailante, les encours d'épargne financière (bilan et hors bilan) ont reculé de 3,5% sur un an.

Les encours de dépôts à vue s'inscrivent encore en hausse sur chacun des marchés de particuliers, de professionnels et d'entreprises, dans un environnement pourtant perturbé. Les particuliers ont maintenu des niveaux de liquidité encore importants sur leurs comptes à vue ou leurs comptes d'épargne à court terme. Signe de situations de trésoreries plus tendues, les dépôts des professionnels et entreprises se sont également accrus mais à un rythme ralenti.

La hausse des taux de rémunération des produits d'épargne réglementée, survenue le 1^{er} août 2007 pour 25 points de base puis à nouveau le 1^{er} février 2008 pour 50 points de base, ont soutenu la croissance des encours d'épargne bilantielle indexés sur ces indices. Par ailleurs, bénéficiant de la hausse des taux d'intérêt courts, les comptes à terme ont vu leurs volumes augmenter de 69,3% en un an, même si les encours semblent désormais stabilisés. A l'inverse, la fiscalisation des Plans d'Epargne Logement de douze ans et plus, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006, s'est traduite à nouveau par une décollecte des plans les plus anciens. Ces capitaux ont été réinvestis pour partie sur des supports débilantialisés, OPCVM monétaires ou assurance vie, ou sont venus alimenter les comptes à vue et les comptes à terme de la clientèle.

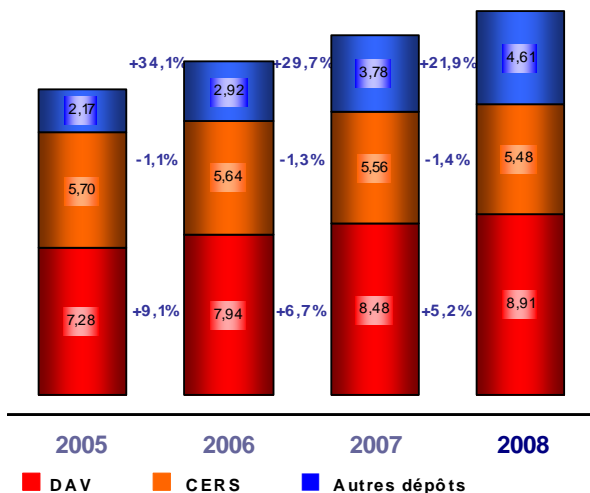
Compte tenu d'une orientation moins favorable mais positive de la collecte (+0,5%), qui bénéficie du succès de la nouvelle offre Invest, lancée au début de l'année, l'encours d'assurance vie affiche une progression de +2,0% au 1^{er} semestre 2008. La part des contrats en unité de compte par rapport à celle des contrats en euros est en baisse, et traduit le repli de la clientèle vers les supports les moins risqués.

Sur fond de crise des marchés financiers, les encours d'OPCVM moyen et long terme reculent de manière nette au 1^{er} semestre 2008 (-27,7%). Signe d'attente et d'aversion au risque de la part de la clientèle comme en témoigne la baisse des ordres de bourse traités, la production a sensiblement ralenti. Sous l'effet du volant naturel et plutôt stable de rachats, la collecte nette d'OPCVM à moyen et long terme est négative sur le semestre.

ENCOURS DE DÉPÔTS (en Md€)

BILANTIELS		évolution cumulée au 30 juin	
15,16	16,49	17,82	19,01

+8,8% +8,0% +6,7%



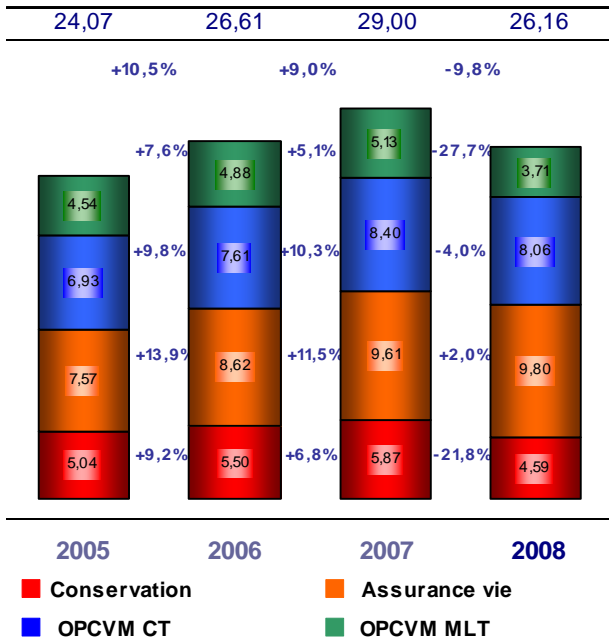
* CERS : Comptes d'Epargne à Régime Spécial (comptes sur livret, livrets de développement durable...) ou assimilés (épargne logement)



Rapport de gestion

JUIN 2008

ENCOURS D'ÉPARGNE HORS BILAN (en Md€) évolution cumulée au 30 juin



Les OPCVM monétaires dédiés aux clientèles de particuliers et de professionnels ont vu leurs encours progresser de 18,4% au 1^{er} semestre 2008, rendus à nouveau attractifs par l'orientation à la hausse des taux d'intérêts à court terme.

Conséquence de la crise financière, quelques OPCVM court terme dynamiques des clientèles d'entreprises et d'institutionnels avaient fait l'objet de rachats importants en fin d'année 2007. Cette décollecte est désormais enrayerée. Les souscriptions de produits monétaires par ces clientèles sur les autres supports ont triplé au 1^{er} semestre 2008. Au global, compte tenu des rachats opérés fin 2007, le recul des encours d'OPCVM court terme des entreprises et des institutionnels se limite à 11,2% sur un an.

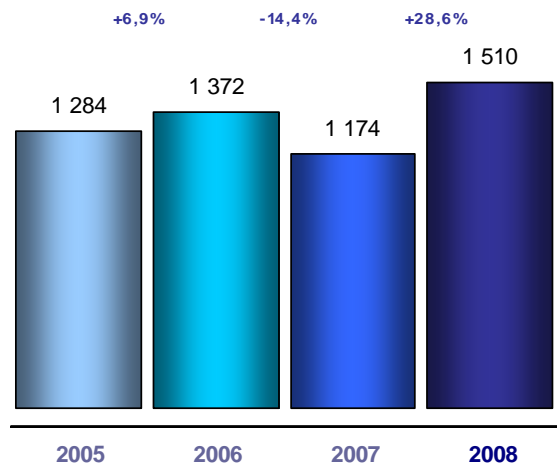
La détention de titres en direct diminue de 21,8% en encours sur un an, très affectée par le niveau des indices boursiers et la volatilité des marchés.

Les productions de crédits aux particuliers repartent à la hausse

L'orientation à la hausse des productions de crédits à l'habitat, amorcée à l'automne 2007, se confirme au 1^{er} semestre 2008 compte tenu du meilleur positionnement de nos grilles tarifaires face à une concurrence globalement moins virulente. En dépit d'un processus de reconstitution des marges et de la prise en compte du renchérissement du coût d'accès à la liquidité, le montant total des décaissements de crédits à l'habitat s'élève à plus de 1,5 milliards d'euros, soit une progression de 28,6% par rapport au 1^{er} semestre 2007. Une des conséquences les plus positives de cette performance réside dans l'acquisition par ce biais d'un nombre significatif de nouveaux clients dont les études montrent qu'il s'agit d'une clientèle de qualité.

Si l'atterrissage du marché immobilier français semble entamé, la conjoncture demeure relativement porteuse et la demande encore soutenue, en témoigne le niveau de ces productions jamais atteint par le passé. Dans ce contexte, le Crédit du Nord continue de mener une politique prudente et sélective en matière de risque, en s'attachant à respecter des niveaux d'apport personnel, des taux d'endettement raisonnables et en ne commercialisant que des productions à taux fixes ou à taux variables capés sur des durées de moins de 25 ans.

PRODUCTION DE CRÉDITS À L'HABITAT (en m€) (au 30 juin)





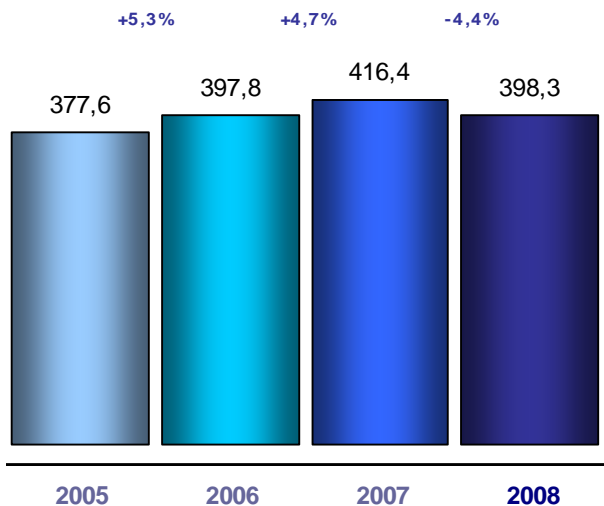
Rapport de gestion

JUIN 2008

PRODUCTION DE PRÊTS PERSONNELS

(en m€)

(au 30 juin)



Le ralentissement de la consommation des ménages et les mesures gouvernementales en faveur du pouvoir d'achat via le déblocage de l'épargne salariale se sont traduits par un recul de la production de prêts personnels de -4,4%.

Reflétant la situation de trésorerie encore confortable des ménages, corroborée par la vigueur des dépôts à vue et de l'épargne à court terme, les comptes débiteurs des particuliers ont connu une progression faible de +0,8% sur un an.

Les utilisations de crédits revolving restent orientées à la hausse, avec une croissance de 4,4% au 30 juin 2008, fruit de la refonte de l'offre commerciale réalisée il y a deux ans.

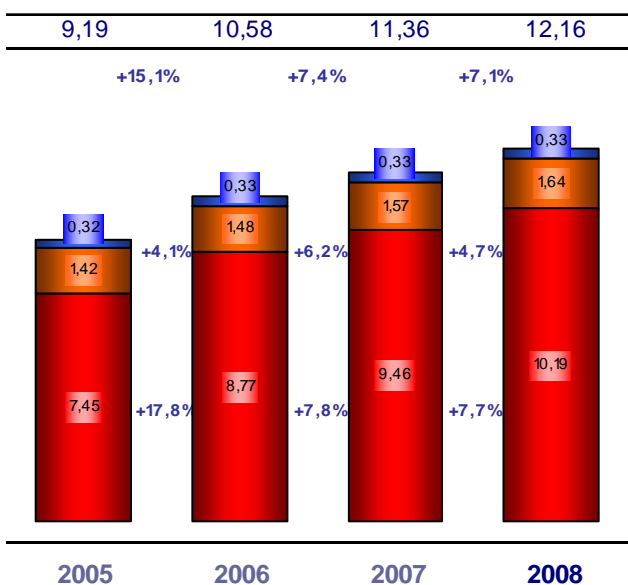
Des crédits aux entreprises toujours en forte croissance

La progression de la production de crédits d'équipement s'élève à +26,3% au 1^{er} semestre 2008 (+33,6% y compris financements spécialisés décaissés en mai 2008) et conforte les bonnes évolutions passées. Avec le double souci de restauration de la rentabilité et de la maîtrise des risques, cette performance traduit le fort développement de nos fonds de commerce de professionnels et d'entreprises ainsi que la croissance des investissements productifs des entreprises en dépit des incertitudes que la crise financière fait peser sur l'évolution de l'économie française.

ENCOURS DE CRÉDITS AUX PARTICULIERS

(en Md€)

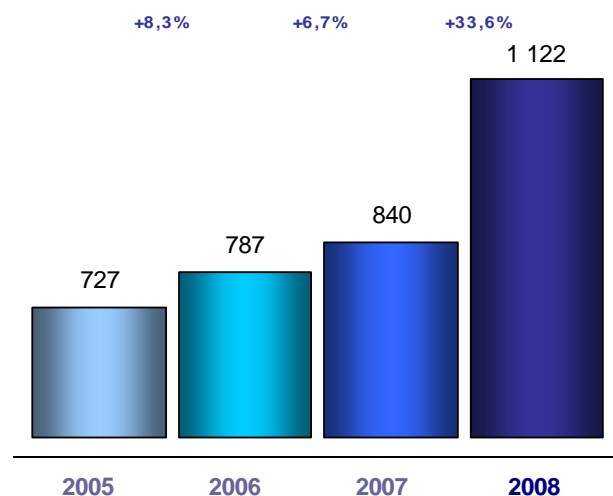
évolution cumulée au 30 juin



■ Crédits à l'habitat ■ Crédits à la consommation
■ Comptes débiteurs

PRODUCTION DE CRÉDITS D'ÉQUIPEMENT (au 30 juin)⁽¹⁾

(en m€)



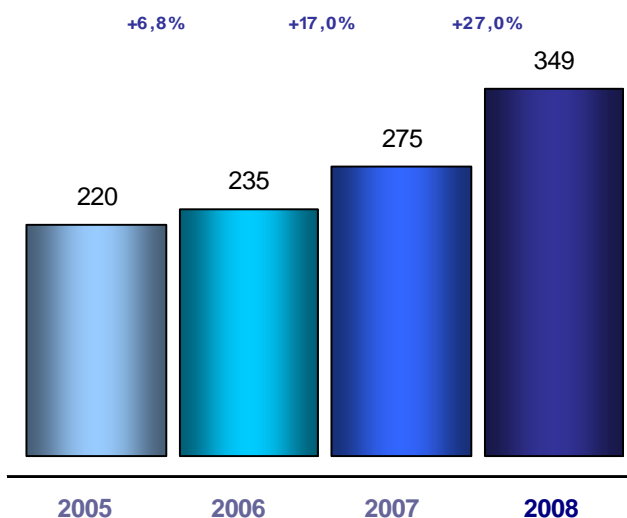
⁽¹⁾ Y compris financements spécialisés



Rapport de gestion

JUIN 2008

PRODUCTION DE CRÉDIT-BAIL MOBILIER (au 30 juin) (en m€)



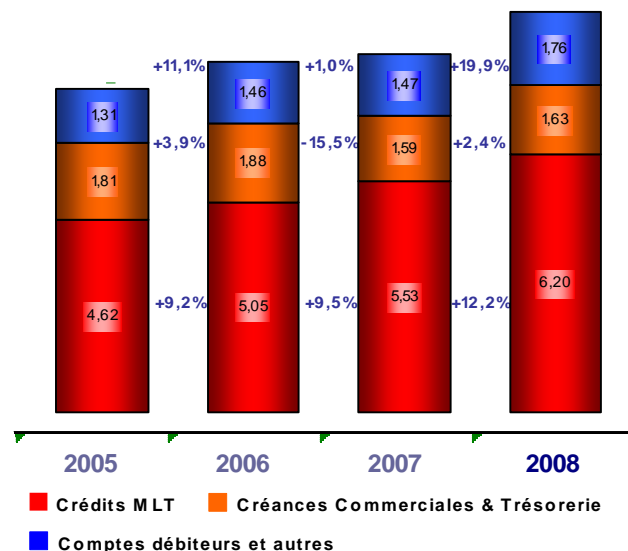
Dans un contexte concurrentiel pourtant toujours très agressif, les productions de crédit bail mobilier s'établissent en hausse de 27,0% sur une référence du 1^{er} semestre 2007 en retrait de la performance annuelle. Cette bonne activité traduit une volonté stratégique forte de développer les financements des entreprises sous cette forme plus sécurisée pour la banque. Les productions semblent néanmoins ralentir après le point haut enregistré début 2008.

La tendance à l'amélioration des financements à court terme observée depuis deux ans se confirme au 1^{er} semestre sans que cette situation ne traduise une dégradation du risque sur la clientèle d'entreprises.

La progression des encours de crédits à court terme ressort à +6,7% au 30 juin 2008, hors portage de papiers Crédit du Nord, tirant partie notamment de la croissance des fonds de commerce de professionnels et d'entreprises et d'une meilleure orientation des créances commerciales depuis le point bas de mi 2007.

ENCOURS DE CRÉDITS AUX ENTREPRISES (en Md€)

Année	Encours (Md€)	Évolution cumulée (%)
2005	7,74	-
2006	8,39	+8,3%
2007	8,59	+2,4%
2008	9,59	+11,7%(1)



(1) Evolution du total des encours de crédits entreprises hors portage de papiers CDN : +10,0% (+6,7% sur les encours de crédits court terme)



Rapport de gestion

JUIN 2008

Évolutions financières

Les données présentées ci-après sont directement issues des chiffres comptables portant sur la totalité du périmètre de consolidation.

Le périmètre de consolidation n'a pas enregistré d'évolution au premier semestre 2008.

Dans le but d'apporter des compléments d'information sur les évolutions des principaux soldes intermédiaires de gestion, nous ferons référence à des analyses de gestion qui portent sur des périmètres précisés dans le corps du texte.

Ces analyses concernent l'activité Banque de détail dont le PNB représente plus de 90% de la totalité du PNB du Groupe, hors perte exceptionnelle sur cessions d'actifs de -72,5 M€.

Les chiffres présentés sont établis selon les normes comptables IFRS, y compris les normes 32 et 39 et IFRS 4.

	30/06/2008 M€	30/06/2007 M€	VARIATION % 2008/2007
(y compris variation de la provision PEL/CEL)			
Intérêts nets et revenus divers	438,3	427,5	+ 2,5
Commissions nettes	315,6	390,9	- 19,3
PNB	753,9	818,4	- 7,9

Après reprise de la provision constituée au titre des engagements futurs attachés aux produits d'épargne logement, (+1,9 M€ au premier semestre 2008 contre +6,0 M€ au premier semestre 2007), le PNB comptable ressort en baisse de -7,9%.

Dans un environnement financier très difficile, ce dernier est particulièrement affecté par les résultats de la société de gestion mobilière du Groupe, qui a été amenée à céder des actifs afin d'assurer la liquidité de certains de ses fonds. La perte sur cessions de ces actifs se chiffre à -72,5 M€.

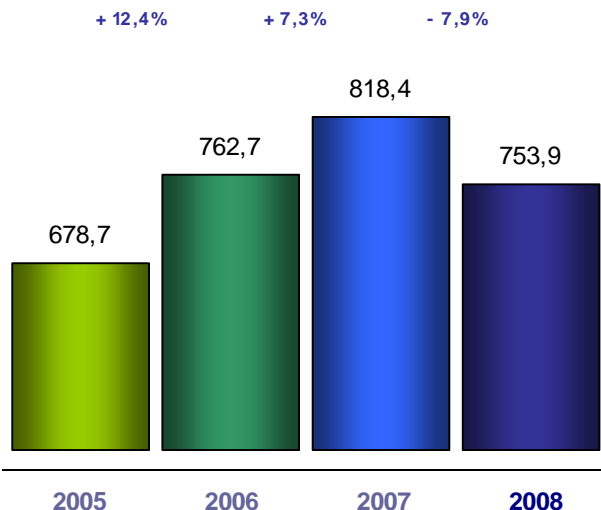
Parallèlement le respect des normes IFRS a amené le Groupe à constater la valorisation à la juste valeur de ses passifs financiers pour un montant de +43,7 M€.

Enfin rappelons que le Groupe avait enregistré en 2007 une plus value significative de cession de titres EURONEXT/NYSE pour 36,0 M€.

Corrigé de ces éléments, ainsi que de la variation de la provision sur engagements futurs attachés aux produits d'épargne logement, le PNB du Groupe résiste relativement bien à l'environnement et ressort en légère croissance de 0,6 %. Il est particulièrement marqué par le recul des commissions financières et de la marge sur dépôts.

PRODUIT NET BANCAIRE (au 30 juin)

Périmètre Groupe
consolidé (en M€)





Rapport de gestion

JUIN 2008

L'analyse de gestion portant sur le périmètre de toutes les Banques du Groupe CDN permet d'apporter un éclairage sur l'évolution des composantes du PNB.

La marge commerciale sur dépôts et crédits est en hausse de +3,0% au premier semestre 2008, soit +10,2 M€. Cette évolution est soutenue par la marge sur crédits en hausse de 4,1% (+5,4 M€) et, dans une moindre mesure par la marge sur dépôts : +2,3% soit +4,8 M€.

La marge sur crédits profite des bonnes évolutions des encours compensée pour partie par une légère contraction des taux de marge qui devrait toutefois s'inverser au second semestre en raison de la restauration des niveaux de marge à la production.

Après un premier trimestre en hausse de +5,1% la marge sur dépôts ralentit à partir du mois d'avril en raison de la hausse de 50 pb, à 3,25%, du taux de rémunération du compte sur livret. Le Livret de Développement Durable avait également bénéficié de cette augmentation à partir du 1^{er} février. Ainsi, profitant de l'élévation de la rémunération, les encours d'épargne à régime spécial augmentent de +5,1%. Cette hausse est toutefois compensée par la poursuite de la décollecte des plans et comptes d'épargne logement amorcée fin 2005 (-11,2% par rapport au premier semestre 2007).

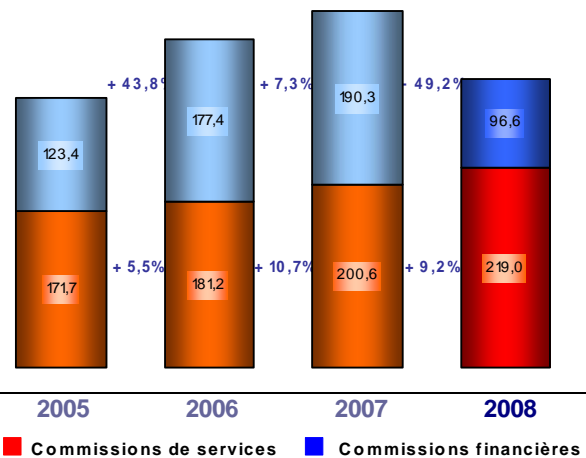
La faible croissance de la marge sur dépôts (+2,3%) est également liée au ralentissement des volumes de dépôts à vue (+5,3% vs +6,7% au premier semestre 2007), à la fois des entreprises et, dans une moindre mesure, des particuliers.

Les intérêts nets et revenus divers progressent de +2,5%. Retraités de la plus-value sur cession de titres EURONEXT/NYSE de 36,0 M€ enregistrée en 2007 et de la constatation de la juste valeur des passifs financiers de 43,7 M€, ainsi que de la variation de l'évaluation de la provision sur engagements futurs attachés aux PEL et CEL, ils ressortent en légère progression de +1,9%.

COMMISSIONS NETTES (au 30 juin)

Périmètre Groupe
consolidé (en M€)

2005	2006	2007	2008
295,1	358,6	390,9	315,6
+ 21,5%	+ 9,0%	- 19,3%	



Dans un environnement financier et boursier très déprimé, les commissions nettes consolidées sont en recul de -19,3%.

Hors pertes sur cessions d'actifs d'Etoile Gestion, les commissions restent en léger recul : -0,7%.

Les commissions financières sont en recul de -49,2%. Hors pertes sur cessions d'actifs d'Etoile Gestion, les commissions sont en retrait de -11,1%. La crise financière et le net recul du CAC 40 (-21,0%) ont pénalisé les commissions sur ordre de bourse ainsi que les commissions de placement sur OPCVM et sur assurance-vie, en raison des baisses de productions liées à l'attentisme de la clientèle.

Les commissions de services sont en hausse de +9,2% grâce au développement des fonds de commerce, à la contribution des nouvelles agences et à l'amélioration de l'équipement de la clientèle en produits et services bancaires et d'assurances.



Rapport de gestion

JUIN 2008

	30/06/2008 M€	30/06/2007 M€	VARIATION % 2008/2007
Charges de personnel	314,0	304,0	+ 3,3
Impôts et taxes	13,1	18,6	- 29,6
Autres charges	149,8	142,9	+ 4,8
Amortissements	36,5	34,0	+ 7,4
TOTAL FRAIS GÉNÉRAUX	513,4	499,5	+ 2,8

Les frais généraux atteignent 513,4 M€, en progression limitée de 2,8% et inférieure aux prévisions budgétaires.

L'évolution des charges de personnel s'établit à 3,3% malgré l'ouverture de 12 nouvelles agences au premier semestre et de l'effet report de celles ouvertes en 2007. Elle commence notamment à bénéficier du projet de rationalisation touchant l'organisation des middle offices lancé en 2006 et qui se poursuit conformément au plan de marche prévu.

Les impôts et taxes diminuent de 29,6%, après une année 2007 en forte hausse (+62,9% au premier semestre 2007 en raison notamment d'une charge fiscale exceptionnelle). Le premier semestre 2008 bénéficie également de l'issue favorable d'anciens litiges fiscaux avec l'administration fiscale.

Les autres charges sont en hausse de +4,8%. L'immobilisation des projets informatiques, dans la poursuite du programme d'investissement est à un niveau très proche de celui du premier semestre 2007 : 13,5 M€ contre 14,0 M€. La charge d'amortissement correspondante s'élève à 12,9 M€ (11,1 M€ au premier semestre 2007).

Conséquence de la création de nouvelles agences, l'augmentation des loyers et charges sur immeubles reste soutenue à +7,1% (2,0 M€). La croissance de la sous-traitance (+3,7% soit 1,1 M€), des frais informatiques (+7,0% soit 0,6 M€) et des études (+13,8% soit 0,4 M€) est partiellement compensée par le recul des charges de matériel informatique (-9,6% soit 0,5 M€).

La hausse de 7,4% des amortissements est liée aux efforts permanents d'investissement réalisés et notamment à la mise en service de divers projets informatiques immobilisés conformément au planning prévu.

	30/06/2008	30/06/2007	VARIATION % 2008/2007
Effectif en activité proraté Groupe	7 626	7 615	+ 0,1
Effectif moyen net présent Groupe ⁽¹⁾	8 578	8 558	+ 0,2

(1) y compris les contrats d'apprentissage

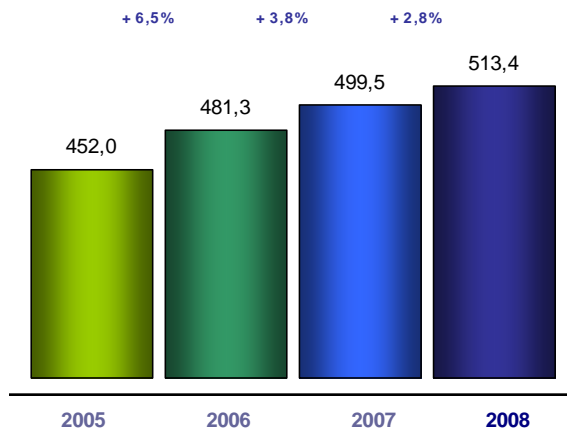


Rapport de gestion

JUIN 2008

CHARGES D'EXPLOITATION (au 30 juin)

Périmètre Groupe
consolidé (en M€)

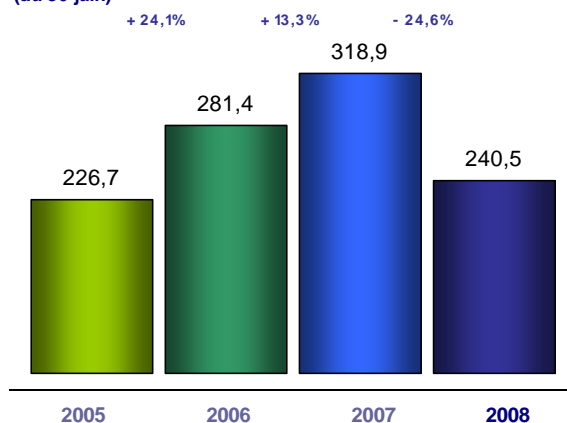


Le résultat brut d'exploitation

	30/06/2008 M€	30/06/2007 M€	VARIATION % 2008/2007
PNB	753,9	818,4	- 7,9
Frais généraux	513,4	499,5	+ 2,8
RBE	240,5	318,9	- 24,6

RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION (au 30 juin)

Périmètre Groupe
consolidé (en M€)



L'évolution défavorable du PNB conduit à un recul de 24,6% du RBE.

Hors éléments exceptionnels (pertes sur cessions d'actifs d'Etoile Gestion pour -72,5 M€, juste valeur des passifs financiers pour 43,7 M€, effets des réévaluations de la provision sur engagements futurs attachés aux PEL et CEL et plus-value de cession des titres EURONEXT/NYSE pour 36,0 MEUR en 2007), le repli du RBE se limite à -3,4%.



Rapport de gestion

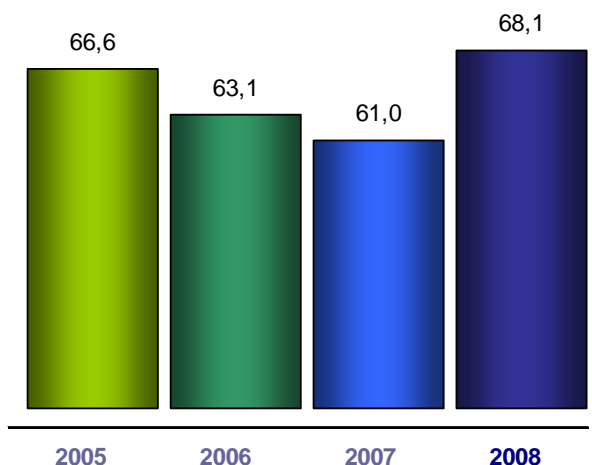
JUIN 2008

Le coefficient d'exploitation subit l'effet de ciseau et ressort à 68,1% en hausse de +7,1 points par rapport au coefficient du 30 juin 2006.

Hors éléments exceptionnels, cette dégradation du coefficient d'exploitation se limite à -1,5 points. Le rapport frais généraux/PNB est porté à 65,8%.

COEFFICIENT D'EXPLOITATION (au 30 juin)

Périmètre Groupe consolidé (en %)



Le coût du risque

Le coût du risque ⁽¹⁾ consolidé du Groupe Crédit du Nord s'élève à 41,2 M€ en augmentation de 12,9% par rapport à 2007.

Rapporté au total des crédits consentis par le Groupe, ce niveau de dotation s'établit à 0,34%, en légère progression par rapport au 1^{er} semestre 2007. Il reste sur un niveau bas profitant d'une conjoncture encore favorable sur ce plan, mais également d'une gestion attentive et mieux outillée de nos risques.

EN MILLIONS D'EUROS	30/06/2008	30/06/2007	30/06/2006
Coût du risque	-41,2	-36,5	-32,7
Encours de crédits	24 476,6	22 466,8	21 011,0
Coût du risque sur encours	0,34%	0,32%	0,31%

⁽¹⁾ Le coût du risque représente la charge nette de provisionnement sur l'activité bancaire (dotations diminuées des reprises aux comptes de provisions), ainsi que les pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions, minorées des récupérations sur créances amorties. Par application des normes IFRS, le coût du risque intègre désormais l'effet d'actualisation lié au délai de récupération des flux de trésorerie attachés aux créances douteuses (principal et intérêts).



Rapport de gestion

JUIN 2008

L'activité de crédit du Groupe Crédit du Nord est essentiellement orientée sur une clientèle française dont l'environnement économique s'est dégradé. Dans ce contexte, la qualité du risque du Groupe Crédit du Nord reste bonne : le taux d'encours douteux et contentieux bruts sur les encours totaux est stable autour de 5%.

La baisse du taux de provisionnement, qui ressort à 48,4 % à fin juin 2008 n'est pas le reflet d'une modification de la politique de provisionnement. Deux éléments expliquent cette évolution :

- Depuis plusieurs semestres, les encours douteux ont fait l'objet de procédures de détection et de traitement en harmonie avec les pratiques de Bâle 2, ce qui a contribué à majorer les encours avec des déclassements plus précoces, et donc souvent moins risqués et moins provisionnés.
- La diminution relative des encours du marché entreprise, traditionnellement faiblement assortis de garanties, et l'augmentation des encours du marché des professionnels mieux garantis et par conséquent moins provisionnés.

EN MILLIONS D'EUROS	30/06/2008	30/06/2007	30/06/2006
Créances douteuses et contentieuses (montant brut)	1 252,8	1 139,2	1 114,2
Provisions sur créances douteuses et contentieuses	-606,2	-609,2	-611,6
Taux d'encours douteux et contentieux bruts sur encours totaux bruts	5,1%	4,9%	5,1%
Taux d'encours douteux et contentieux nets sur encours totaux nets	2,6%	2,4%	2,4%
Taux de provisionnement des encours douteux et contentieux (y compris crédit-bail)	48,4%	53,5%	54,9%

Le résultat courant avant IS

	30/06/2008 M€	30/06/2007 M€	VARIATION % 2008/2007
RBE	240,5	318,9	- 24,6
Coût du risque	-41,2	-36,5	+ 12,9
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	199,3	282,4	- 29,4
Résultat en équivalence	1,1	1,0	+ 10,0
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-0,1	1,0	- 110,0
RÉSULTAT COURANT AVANT IS	200,3	284,4	- 29,6



Rapport de gestion

JUIN 2008

Après comptabilisation du coût du risque, le résultat d'exploitation du Groupe Crédit du Nord atteint 199,3 M€, en recul de -29,4% par rapport au 30 juin 2007. Hors éléments exceptionnels précités, le recul du résultat d'exploitation se limite à -5,9%.

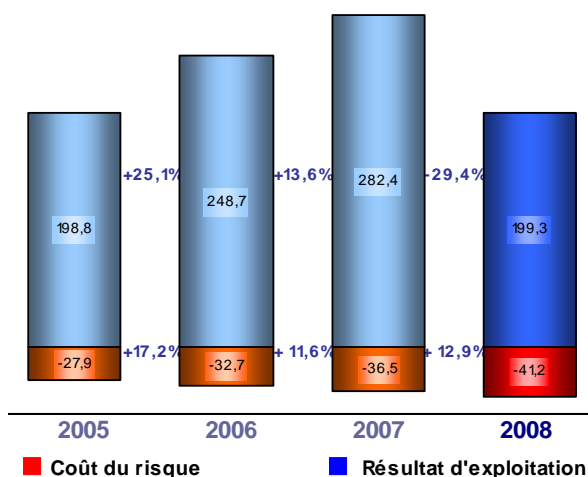
Le résultat courant avant IS s'établit à 200,3 M€ en recul de -29,6% et de -6,2% après les mêmes retraitements.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION

(au 30 juin)

Périmètre Groupe consolidé (en M€)

RBE	226,7	281,4	318,9	240,5
-----	-------	-------	-------	-------



Le résultat net

	30/06/2008 M€	30/06/2007 M€	VARIATION % 2008/2007
RÉSULTAT COURANT AVANT IS	200,3	284,4	- 29,6
Impôt sur les sociétés	-65,1	-84,3	- 22,8
Intérêts minoritaires	-3,4	-4,5	- 24,4
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	131,8	195,6	- 32,6

Enfin, et après impôt sur les sociétés, le résultat net part du Groupe s'établit à 131,8 M€, en recul de -32,6% par rapport au 30 juin 2007.

Hors éléments exceptionnels, le résultat net part du Groupe atteint 149,4 M€, soit un recul qui se limite à -2,6% par rapport à juin 2007.



Rapport de gestion

JUIN 2008

Capitaux propres

	30/06/2008 M€	30/06/2007 M€	30/06/2006 M€
Capitaux propres fin de période ⁽¹⁾	1 837,4	1 725,8	1 559,6
<i>dont part du Groupe</i> ⁽¹⁾	1 790,3	1 682,9	1 520,5
Capitaux propres moyens ⁽¹⁾	1 781,6	1 642,7	1 479,0
Risques pondérés de crédit (Bâle I)	21 887,5	19 960,1	18 140,9
Fonds propres ⁽²⁾	1 841,5	1 877,9	1 742,5
Ratio de solvabilité consolidé ⁽²⁾	8,41%	9,41%	9,61%
<i>dont Tier One</i> ⁽²⁾	6,94%	6,90%	6,98%

Les mouvements qui ont affecté les capitaux propres du Groupe au premier semestre ont consisté en l'incorporation dans les réserves du résultat consolidé après paiement des dividendes.

Dans ce contexte, rappelons que le Groupe avait été amené fin 2007 à assurer la liquidité de certains fonds monétaires dynamiques de sa filiale Etoile Gestion, notamment par des rachats ponctuels de certains actifs, entraînant une augmentation de 715 M€ des actifs du groupe au 31 décembre 2007.

Compte tenu des reprises d'actifs réalisés au 1^{er} semestre 2008, le portefeuille de titres est porté à 905 M€ au 30/06/2008.

Par ailleurs, le Crédit du Nord ne détient pas de produits dérivés de crédits dans son bilan.

Les ratios de solvabilité sont présentés à titre d'information puisque, compte tenu de son actionnariat, le Groupe Crédit du Nord n'est pas assujéti individuellement au respect des ratios réglementaires de solvabilité.

Ils permettent toutefois de calculer la rentabilité normative du Groupe Crédit du Nord sur la base d'une exigence de fonds propres Tier One égale à 6% des encours pondérés de crédits. Cette rentabilité normative, calculée en norme Bâle I, retraitée de la juste valeur des passifs financiers et des pertes sur cessions d'actifs d'Etoile Gestion, s'élève à 22,0% contre 25,1% au premier semestre 2007 retraitée de la plus value EURONEXT.

La rentabilité des capitaux propres comptables, après impôts, s'établit, quant à elle, à 16,0%⁽²⁾ pour un Tier One de 6,9%⁽²⁾ contre une rentabilité de 25,2%⁽²⁾ pour un Tier One de 6,9%⁽²⁾ au premier semestre 2007.

Retraitée des pertes sur cessions d'actifs d'Etoile Gestion pour -72,5 M€ et de la juste valeur des passifs financiers pour 43,7 M€, la rentabilité des capitaux propres comptables s'établit à 18,5%⁽²⁾ pour un Tier One de 7,0%⁽²⁾, contre 20,4% au premier semestre 2007 retraité de la plus-value Euronext.

⁽¹⁾ inclut le résultat en formation

⁽²⁾ y compris les résultats en formation, nets des prévisions de distribution de dividendes



Perspectives d'avenir

Pénalisé par la profonde crise financière qui secoue l'industrie bancaire depuis un an, le Groupe Crédit du Nord est parvenu à réaliser des performances commerciales qui confirment la résistance de son modèle et la bonne répartition de son portefeuille d'activités entre les marchés de particuliers, de professionnels, et d'entreprises.

Après les cessions d'actifs qui ont permis d'assurer la liquidité des fonds au prix d'une perte significative dans les comptes de la société de gestion mobilière du Groupe, il n'est pas envisagé à ce jour d'autre opération de cession sauf nouvelle et très significative dégradation du marché.

Hors éléments non récurrents, le Groupe aurait affiché un PNB en légère croissance, en dépit de la baisse significative des commissions financières particulièrement impactées par la crise financière et boursière.

Le dynamisme commercial dont a fait preuve le Groupe Crédit du Nord, notamment en matière de conquête de clientèles, ne s'est donc pas démenti et devrait continuer à sous-tendre la progression structurelle de ses résultats.

A très court terme, compte tenu de la profondeur de la crise financière, de sa propagation à l'ensemble de la sphère économique, et face aux craintes d'une récession, les marchés financiers devraient continuer à connaître une situation très perturbée, au moins jusqu'à mi 2009.

En dépit de ce contexte aujourd'hui peu porteur, le Groupe Crédit du Nord est déterminé à maintenir sa politique de renforcement commercial sur l'ensemble des marchés, dans le respect de son modèle de banque relationnelle.

A cet égard, 12 agences ont été ouvertes au 1^{er} semestre sur des zones à fort potentiel, traduisant une politique de développement sélectif du maillage géographique.

Au total depuis quatre ans, plus de 130 agences dédiées aux clientèles de Particuliers et de Professionnels auront été créées, permettant au Groupe Crédit du Nord de disposer d'un réel relais de croissance.

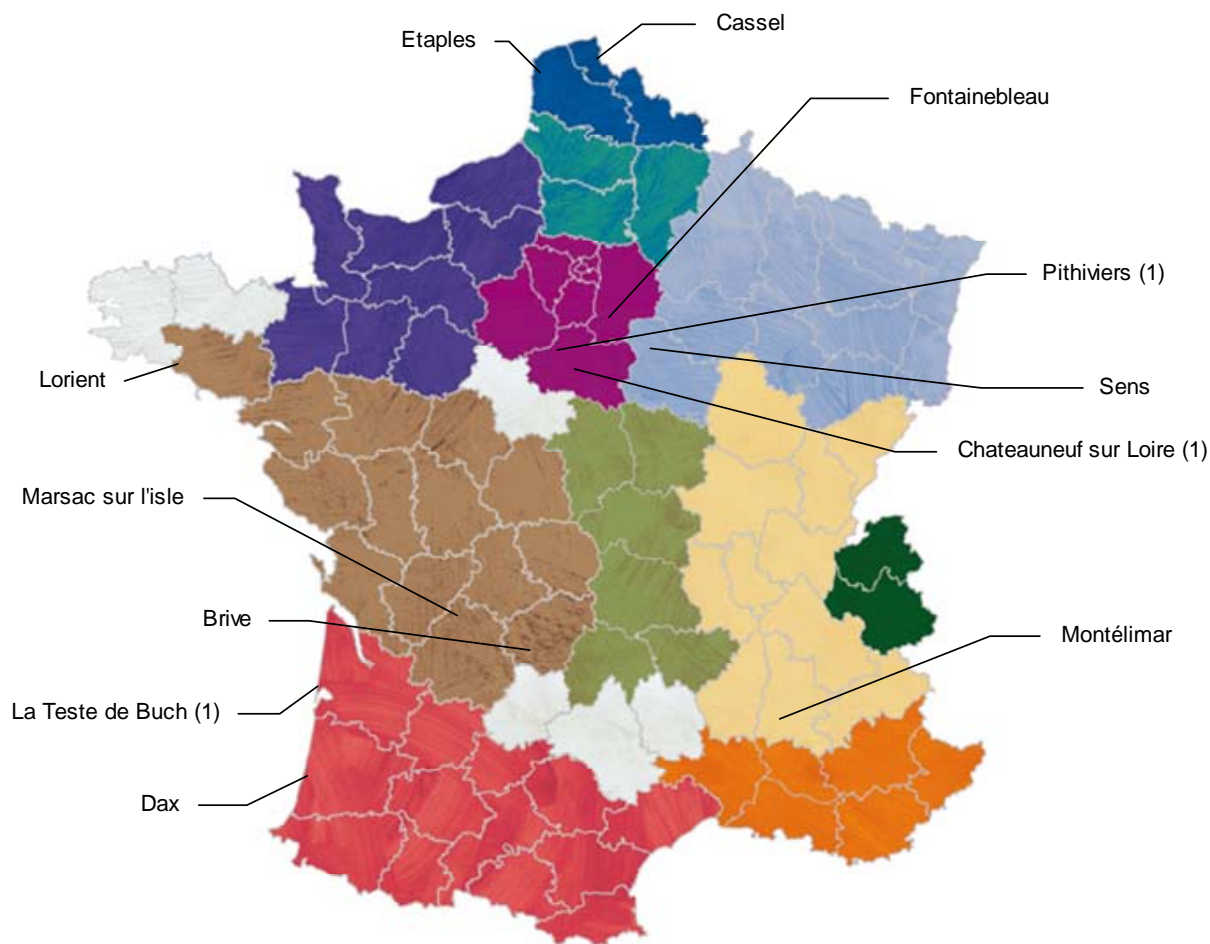
Ce dispositif s'enrichira encore d'une dizaine d'ouvertures d'agences d'ici à la fin de l'année, au-delà de 3 ouvertures liées à l'acquisition du fonds de commerce de 6 agences acquises auprès de Fortis France, cette dynamique étant le gage de la rentabilité à moyen terme du Groupe.

Parallèlement, des efforts de rationalisation des process sont accentués afin d'améliorer la maîtrise des frais généraux. En outre, ces derniers devraient ralentir leur progression compte tenu de l'arrivée à maturité de la charge d'amortissement des projets informatiques.

Enfin, le suivi du risque continuera de faire l'objet de toutes les attentions en période de ralentissement économique, ce que facilitera la mise à disposition de nombreux outils de pilotage des risques déployés par le Groupe.



Ouvertures d'agences réalisées au 1^{er} semestre 2008



(1) Ex agences Fortis

RÉGIONS
■ Île-de-France
■ Normandie - Haute Bretagne
■ Picardie
■ Provence-Alpes-Côte d'Azur
■ Les Provinces du Nord / Nord Métropole

FILIALES
■ Banque Courtois
■ Banque Kolb
■ Banque Laydernier
■ Banque Nuger
■ Banque Rhône-Alpes
■ Banque Tarneaud

3. ETATS DE SYNTHESE

BILAN

A C T I F (en millions d'euros)	Notes	30/06/2008	31/12/2007
Caisse, banques centrales		1 401,3	1 354,1
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3	1 715,5	1 923,4
Instruments dérivés de couverture	4	134,2	96,2
Actifs financiers disponibles à la vente	5	5 092,8	5 141,0
Prêts et créances sur les établissements de crédit	6	3 495,3	3 688,7
Prêts et créances sur la clientèle	7	22 817,6	22 461,8
Opérations de location-financement et assimilées		1 729,6	1 615,0
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-70,6	-16,7
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		4,0	3,9
Actifs d'impôts		215,5	329,3
Autres actifs		712,2	676,2
Participations dans les entreprises mises en équivalence		9,5	9,6
Immobilisations corporelles et incorporelles		416,0	416,9
Ecarts d'acquisition	8	48,6	48,6
T O T A L		37 721,5	37 748,0
P A S S I F (en millions d'euros)	Notes	30/06/2008	31/12/2007
Banques centrales		-	0,1
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3bis	729,6	790,7
Instruments dérivés de couverture	4	126,3	79,3
Dettes envers les établissements de crédit	10	3 046,5	2 422,4
Dettes envers la clientèle	11	18 130,6	18 280,8
Dettes représentées par un titre	12	8 566,6	8 683,9
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-24,3	-12,5
Passifs d'impôts		338,5	471,0
Autres passifs		962,8	1 107,3
Provisions techniques des entreprises d'assurance		3 231,3	3 247,5
Provisions	9	143,1	143,1
Dettes subordonnées		633,1	644,2
TOTAL DES DETTES		35 884,1	35 857,8
Capital souscrit		740,3	740,3
Instruments de capitaux propres et réserves liées		114,2	110,4
Réserves consolidées		759,8	608,8
Résultat de l'exercice		131,8	340,2
Sous-total		1 746,1	1 799,7
Gains ou pertes latents ou différés		44,2	42,8
Sous-total capitaux propres part du Groupe		1 790,3	1 842,5
Intérêts minoritaires		47,1	47,7
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		1 837,4	1 890,2
T O T A L		37 721,5	37 748,0

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Intérêts et produits assimilés	17	973,0	852,2	1 674,9
Intérêts et charges assimilées	17	-568,8	-475,0	-884,4
Dividendes sur titres à revenu variable		3,0	2,6	4,3
Commissions (produits)	18	447,2	445,6	898,5
Commissions (charges)	18	-131,6	-54,7	-108,2
Résultat net des opérations financières		30,0	44,3	9,1
<i>dont gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</i>	19	28,8	2,9	-32,7
<i>dont gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	20	1,2	41,4	41,8
Produits des autres activités		9,3	12,0	25,8
Charges des autres activités		-8,2	-8,6	-22,5
Produit net bancaire	16	753,9	818,4	1 597,5
Frais de personnel	21	-314,0	-304,0	-609,6
Impôts et taxes		-13,1	-18,6	-36,8
Autres charges	22	-149,8	-142,9	-296,5
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	23	-36,5	-34,0	-69,0
Total frais généraux		-513,4	-499,5	-1 011,9
Résultat brut d'exploitation		240,5	318,9	585,6
Coût du risque	24	-41,2	-36,5	-73,5
Résultat d'exploitation		199,3	282,4	512,1
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		1,1	1,0	1,8
Gains ou pertes nets sur autres actifs		-0,1	1,0	1,3
Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition			-	-
Résultat avant impôt		200,3	284,4	515,2
Impôts sur les bénéfices	25	-65,1	-84,3	-165,8
Résultat net de l'ensemble consolidé		135,2	200,1	349,4
Intérêts minoritaires		3,4	4,5	9,2
RESULTAT NET PART DU GROUPE		131,8	195,6	340,2
Résultat net part du Groupe par action (en euros)		1,42	2,11	3,68
Nombre d'actions composant le capital		92 532 906	92 532 906	92 532 906

EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital et réserves liés			Réserves consolidées	Gains/pertes latents ou différés Variation de valeur des instruments financiers			Capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Capital souscrit	Instruments de capitaux propres et réserves liés	Elimination des titres auto-détenus	Réserves consolidées	Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture	Impôt différé sur variations de juste valeur			
(en millions d'euros)										
CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2006	740,3	96,2	-	787,8	87,6	-	-2,9	1 709,0	42,5	1 751,5
Augmentation de capital								-		-
Elimination des titres auto-détenus								-		-
Emissions d'instruments de capitaux propres								-		-
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions		11,0		-				11,0		11,0
Distribution 2007				-175,8				-175,8	-4,0	-179,8
Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires										
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	11,0	-	-175,8	-	-	-	-164,8	-4,0	-168,8
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					-43,7			-43,7		-43,7
Variations de valeur des instruments financiers rapportées au résultat								-		-
Impact impôt des variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres ou rapportées au résultat							1,8	1,8		1,8
Résultat 2007				340,2				340,2	9,2	349,4
Sous-total	-	-	-	340,2	-43,7	-	1,8	298,3	9,2	307,5
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence								-		-
Ecart de conversion et autres variations		3,2		-3,2				-		-
Sous-total	-	3,2	-	-3,2	-	-	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2007	740,3	110,4	-	949,0	43,9	-	-1,1	1 842,5	47,7	1 890,2
Augmentation de capital										
Elimination des titres auto-détenus										
Emissions d'instruments de capitaux propres										
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions		4,3						4,3		4,3
Distribution 2008				-189,7				-189,7	-4,0	-193,7
Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires										
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	4,3	-	-189,7	-	-	-	-185,4	-4,0	-189,4
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					-0,8			-0,8		-0,8
Variations de valeur des instruments financiers rapportées au résultat								-		-
Impact impôt des variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres ou rapportées au résultat							2,2	2,2		2,2
Résultat 2008				131,8				131,8	3,4	135,2
Sous-total	-	-	-	131,8	-0,8	-	2,2	133,2	3,4	136,6
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence										
Ecart de conversion et autres variations		-0,5		0,5				-		-
Sous-total	-	-0,5	-	0,5	-	-	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2008	740,3	114,2	-	891,6	43,1	-	1,1	1 790,3	47,1	1 837,4

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(en millions d'euros)

30/06/2008

30/06/2007

31/12/2007

FLUX DE TRESORERIE NET DES ACTIVITES OPERATIONNELLES

Bénéfice net après impôt (I)	135,2	200,1	349,4
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	36,7	30,2	75,9
Dotations nettes aux provisions (essentiellement provisions techniques d'assurance)	19,3	219,1	301,8
Quote-part de bénéfice (perte) du Groupe dans les sociétés mises en équivalence	-1,1	-1,0	-1,8
Impôts différés	54,7	4,6	43,4
Résultat net de cessions sur actifs disponibles à la vente détenus à long terme et filiales consolidées	-	-36,1	-36,0
Variation des produits constatés d'avance	11,5	5,2	-25,3
Variation des charges constatées d'avance	-20,6	5,9	15,2
Variation des produits courus non encaissés	9,0	-18,4	-62,2
Variation des charges courues non décaissées	-20,2	5,5	107,2
Autres mouvements	202,9	32,5	171,5

Eléments non monétaires inclus dans le résultat net après impôt et autres ajustements hors résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat (II)

Résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par résultat (III)	-28,8	-2,9	32,7
Opérations interbancaires	660,6	-863,0	96,7
Opérations avec la clientèle	-536,3	374,5	71,3
Opérations sur autres actifs / passifs financiers	-175,4	505,7	63,0
Opérations sur autres actifs / passifs non financiers	-224,1	-244,5	-729,6
Augmentations / diminutions nettes des actifs / passifs opérationnels (IV)	-275,2	-227,3	-498,6

FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES (A)=(I)+(II)+(III)+(IV)

	123,4	217,4	473,2
--	-------	-------	-------

FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT

Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'actifs financiers et participations	1,4	79,6	74,6
Immobilisations corporelles et incorporelles	-30,1	-40,5	-75,4
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT (B)	-28,7	39,1	-0,8

FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES DE FINANCEMENT

Flux de trésorerie provenant / à destination des actionnaires	-193,7	-179,7	-179,8
Autres flux de trésorerie provenant des activités de financement	-2,0	-0,1	-35,1
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT (C)	-195,7	-179,8	-214,9

FLUX NET DE TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (A) + (B) + (C)

	-101,0	76,7	257,5
--	--------	------	-------

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice

Solde net des comptes de caisse et banques centrales (hors créances rattachées)	1352,9	486,1	486,1
Solde net des comptes, prêts et emprunts à vue sur les établissements de crédit	639,4	1 248,7	1 248,7

Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice

Solde net des comptes de caisse et banques centrales (hors créances rattachées)	1 399,8	584,3	1 352,9
Solde net des comptes, prêts et emprunts à vue sur les établissements de crédit	491,5	1 227,2	639,4

VARIATION DE TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE

	-101,0	76,7	257,5
--	--------	------	-------

4 - ANNEXES

NOTE 1 - PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe Crédit du Nord (« le Groupe ») au titre de la période de six mois, close le 30 juin 2008, ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ainsi, les notes présentées portent sur les éléments significatifs du semestre et doivent donc être lues en liaison avec les comptes consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils figurent dans le rapport financier au titre de l'exercice 2007.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

Recours à des estimations

Certains montants comptabilisés dans ces comptes consolidés semestriels résumés reflètent les estimations et les hypothèses émises par la Direction, notamment lors de l'évaluation en juste valeur des instruments financiers et lors de l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles, des dépréciations d'actifs et des provisions. Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations.

Principes et méthodes comptables retenus

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés sont identiques à ceux utilisés par le Groupe pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2007, établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne et détaillés dans la note 1 : « Principes et méthodes de consolidation, principes comptables » des états financiers consolidés de l'exercice 2007.

Normes comptables ou interprétations que le Groupe appliquera dans le futur

Deux interprétations publiées par l'IASB avec une application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2008 n'ont pas encore été adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2008 et n'ont donc pas été appliquées par le Groupe :

IFRIC 12 « Accords de concession de services »

Cette interprétation, publiée par l'IASB le 30 novembre 2006, n'entre en vigueur de manière obligatoire que pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2008. Elle vient préciser le traitement comptable des concessions. Ne concernant pas les activités du Groupe, cette interprétation n'a donc aucun effet sur son résultat net et ses capitaux propres.

IFRIC 14 « Actifs de régime à prestations définies et obligations de financement minimum »

Cette interprétation, publiée par l'IASB le 4 juillet 2007, n'entre en vigueur de manière obligatoire que pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2008. Elle vient fournir des indications sur la manière d'apprécier l'actif disponible (lié à des remboursements ou de réductions de cotisations futures) qui peut être comptabilisé au titre d'un excédent d'actif mais qui doit tenir compte des incidences d'une obligation de financement minimum. L'application de cette interprétation n'a aucun effet sur le résultat net et les capitaux propres du Groupe.

Par ailleurs, l'IASB a publié au premier semestre 2008 des normes qui n'ont pas été adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2008. Ces normes n'entreront en vigueur de manière obligatoire qu'à partir de leur adoption par l'Union Européenne et ne sont pas encore appliquées par le Groupe :

IFRS 3 révisée « Regroupement d'entreprises » et IAS 27 révisée « Etats financiers consolidés et individuels »

Ces normes révisées, publiées par l'IASB le 10 janvier 2008, n'entreront en vigueur de manière obligatoire et prospective que pour les exercices ouverts à compter du 1er juillet 2009. Elles ont pour objet de modifier le traitement des acquisitions et cessions de filiales consolidées.

Amendement à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions »

Cet amendement, publié par l'IASB le 17 janvier 2008, n'entrera en vigueur de manière obligatoire que pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009. Il vient préciser le traitement des cessations et des modifications de versements sur des plans d'achats d'actions accordés aux employés en les assimilant à des annulations de plan.

Amendements aux normes IAS 32 « Instruments financiers : informations à fournir et présentation » et IAS 1 « Présentation des états financiers »

Ces amendements, publiés par l'IASB le 14 février 2008, n'entreront en vigueur de manière obligatoire que pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009. Ils viennent préciser le classement comptable des instruments financiers remboursables au gré du porteur ou en cas de liquidation de l'émetteur.

« Amélioration des IFRS 2008 »

Ce texte, publié par l'IASB le 22 mai 2008, regroupe une série d'amendements mineurs apportés à diverses normes existantes. Ces amendements n'entreront en vigueur de manière obligatoire que pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009.

Amendements aux normes IFRS 1 « Première adoption des IFRS » et IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels »

Ces amendements, publiés par l'IASB le 22 mai 2008, n'entreront en vigueur de manière obligatoire que pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009 et ne concerneront que les entités présentant leurs premiers états financiers IFRS.

Absence de caractère saisonnier

Les activités du Groupe ne présentant pas de caractère saisonnier ou cyclique, les résultats du premier semestre ne sont donc pas influencés par ces facteurs.

Utilisation du format d'états de synthèse bancaire recommandé par le Conseil National de la Comptabilité

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format des états de synthèse proposé par l'organisme français de normalisation comptable, le Conseil National de la Comptabilité, dans sa recommandation n°2004-R03 du 27 octobre 2004.

NOTE 2 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION

	30/06/2008			31/12/2007		
	MÉTHODE D'INTÉGRATION	TAUX D'INTÉRÊT	TAUX DE CONTRÔLE	MÉTHODE D'INTÉGRATION	TAUX D'INTÉRÊT	TAUX DE CONTRÔLE
CRÉDIT DU NORD 28, PLACE RIHOUR - 59800 LILLE	GLOBALE		SOCIÉTÉ CONSOLIDANTE	GLOBALE		SOCIÉTÉ CONSOLIDANTE
BANQUE RHÔNE-ALPES 20-22, BOULEVARD EDOUARD REY - 38000 GRENOBLE	GLOBALE	99,99	99,99	GLOBALE	99,99	99,99
BANQUE TARNEAUD 2-6, RUE TURGOT - 87000 LIMOGES	GLOBALE	80,00	80,00	GLOBALE	80,00	80,00
BANQUE COURTOIS 33, RUE DE RÉMUSAT - 31000 TOULOUSE	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
BANQUE KOLB 1-3, PLACE DU GÉNÉRAL-DE-GAULLE - 88500 MIRECOURT	GLOBALE	99,87	99,87	GLOBALE	99,87	99,87
BANQUE LAYDERNIER 10, AVENUE DU RHÔNE - 74000 ANNECY	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
BANQUE NUGER 7, PLACE MICHEL-DE-L'HOSPITAL - 63000 CLERMONT-FERRAND	GLOBALE	64,70	64,70	GLOBALE	64,70	64,70
NORBAIL IMMOBILIER 50, RUE D'ANJOU - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
STAR LEASE 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
ETOILE ID 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
NORFINANCE GILBERT DUPONT ET ASSOCIÉS 42, RUE ROYALE - 59000 LILLE	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
SOCIÉTÉ DE BOURSE GILBERT DUPONT 50, RUE D'ANJOU - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
NORIMMO 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
TURGOT GESTION 2-6, RUE TURGOT - 87000 LIMOGES	GLOBALE	80,00	100,00	GLOBALE	80,00	100,00
CREDINORD CIDIZE 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
ETOILE GESTION 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	97,03	99,99	GLOBALE	96,98	99,90

	30/06/2008			31/12/2007		
	MÉTHODE D'INTÉGRATION	TAUX D'INTÉRÊT	TAUX DE CONTRÔLE	MÉTHODE D'INTÉGRATION	TAUX D'INTÉRÊT	TAUX DE CONTRÔLE
ANNA PURNA 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
NICE BROC 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
NICE CARROS 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
KOLB INVESTISSEMENT 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
NORD ASSURANCES COURTAGE 28, PLACE RIHOUR - 59800 LILLE	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
NORBAIL SOFERGIE 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
SFAG 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
PARTIRA 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
SC FORT DE NOYELES 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
BANQUE POUYANNE 12, PLACE D'ARMES - 64300 ORTHEZ	EQUIVALENCE	35,00	35,00	EQUIVALENCE	35,00	35,00
DEXIA-C.L.F. BANQUE TOUR CRISTAL - 7 À 11, QUAI ANDRÉ CITRÔEN - 75015 PARIS	EQUIVALENCE	20,00	20,00	EQUIVALENCE	20,00	20,00
ANTARIUS (1) 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	PROPORTIONNELLE	50,00	50,00	PROPORTIONNELLE	50,00	50,00

(1) Y compris les OPCVM d'assurance sous-consolidés

NOTE 3 - ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

	30/06/2008				31/12/2007			
	Valorisation déterminée par des prix publiés sur un marché actif	Technique de valorisation basée sur des données de marché observables	Valorisation non basée sur des données de marché	Total	Valorisation déterminée par des prix publiés sur un marché actif	Technique de valorisation basée sur des données de marché observables	Valorisation non basée sur des données de marché	Total
(en millions d'euros)								
ACTIF								
PORTEFEUILLE DE TRANSACTION								
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres instruments de dettes	169,8	-	-	169,8	61,4	-	-	61,4
Actions et autres instruments de capitaux propres (1)	61,8	-	-	61,8	46,0	-	-	46,0
Autres actifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL ACTIFS DE TRANSACTION	231,6	-	-	231,6	107,4	-	-	107,4
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT								
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	1,0	-	-	1,0
Obligations et autres instruments de dettes	5,3	154,0	-	159,3	5,6	191,4	-	197,0
Actions et autres instruments de capitaux propres (1)	2,1	1 210,0	-	1 212,1	3,4	1 477,6	-	1 481,0
Autres actifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT	7,4	1 364,0	-	1 371,4	10,0	1 669,0	-	1 679,0
SOUS-TOTAL ACTIFS DISTINCTS RELATIFS AUX AVANTAGES AU PERSONNEL	-	-	-	-	-	-	-	-
DERIVES DE TRANSACTION								
Instruments de taux d'intérêts	-	39,8	-	39,8	-	56,5	-	56,5
Instruments fermes	-	31,9	-	31,9	-	54,1	-	54,1
<i>Swaps</i>	-	31,9	-	31,9	-	54,1	-	54,1
<i>FRA</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	7,9	-	7,9	-	2,4	-	2,4
<i>Options sur marchés organisés</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Options de gré à gré</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Caps, floors, collars</i>	-	7,9	-	7,9	-	2,4	-	2,4
Instruments de change	-	72,7	-	72,7	-	80,5	-	80,5
Instruments fermes	-	69,8	-	69,8	-	79,5	-	79,5
Instruments conditionnels	-	2,9	-	2,9	-	1,0	-	1,0
Instruments sur actions et indices	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments sur marchés organisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de gré à gré	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL DERIVES DE TRANSACTION	-	112,5	-	112,5	-	137,0	-	137,0
TOTAL ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	239,0	1 476,5	-	1 715,5	117,4	1 806,0	-	1 923,4

(1) Y compris les OPCVM

NOTE 3 bis - PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

	30/06/2008				31/12/2007			
	Valorisation déterminée par des prix publiés sur un marché actif	Technique de valorisation basée sur des données de marché observables	Valorisation non basée sur des données de marché	Total	Valorisation déterminée par des prix publiés sur un marché actif	Technique de valorisation basée sur des données de marché observables	Valorisation non basée sur des données de marché	Total
(en millions d'euros)								
PASSIF								
PORTEFEUILLE DE TRANSACTION								
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes sur titres empruntés	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres instruments de dettes vendus à découvert	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres vendus à découvert	2,0	-	-	2,0	1,0	-	-	1,0
Autres passifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL PASSIFS DE TRANSACTION	2,0	-	-	2,0	1,0	-	-	1,0
DERIVES DE TRANSACTION								
Instruments de taux d'intérêts	-	70,6	-	70,6	-	32,4	-	32,4
Instruments fermes	-	61,3	-	61,3	-	29,2	-	29,2
<i>Swaps</i>	-	61,3	-	61,3	-	29,2	-	29,2
<i>FRA</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	9,3	-	9,3	-	3,2	-	3,2
<i>Options sur marchés organisés</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Options de gré à gré</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Caps, floors, collars</i>	-	9,3	-	9,3	-	3,2	-	3,2
Instruments de change	-	73,5	-	73,5	-	89,2	-	89,2
Instruments fermes	-	70,5	-	70,5	-	88,1	-	88,1
Instruments conditionnels	-	3,0	-	3,0	-	1,1	-	1,1
Instruments sur actions et indices	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments sur marchés organisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de gré à gré	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL DERIVES DE TRANSACTION	-	144,1	-	144,1	-	121,6	-	121,6
SOUS-TOTAL PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT	-	583,5	-	583,5	-	668,1	-	668,1
TOTAL PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	2,0	727,6	-	729,6	1,00	789,7	-	790,7

(en millions d'euros)	30/06/2008				31/12/2007		
	Juste valeur	Montant remboursable à maturité	Différence entre la juste valeur et le montant remboursable à maturité		Juste valeur	Montant remboursable à maturité	Différence entre la juste valeur et le montant remboursable à maturité
TOTAL PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT (1)	583,5	733,4	-	149,9	668,1	729,40	-61,3

(1) La variation de juste valeur attribuable au risque de crédit propre s'élève à 43,7 millions d'euros au 30/06/08.

NOTE 4 - INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE

(en millions d'euros)	30/06/2008		31/12/2007	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Couverture de juste valeur (1)	134,2	126,3	96,2	79,3
Instruments de taux d'intérêts				
Instruments fermes	116,5	126,3	89,0	79,3
<i>Swaps</i>	116,5	126,3	89,0	79,3
Instruments conditionnels	17,7	-	7,2	-
<i>Caps, floors, collars</i>	17,7	-	7,2	-
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-
TOTAL	134,2	126,3	96,2	79,3

(1) Y compris dérivés de Macro Fair Value Hedge

NOTE 5 - ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

(en millions d'euros)	30/06/2008				31/12/2007			
	Valorisation déterminée par des prix publiés sur un marché actif	Technique de valorisation basée sur des données de marché observables	Valorisation non basée sur données de marché	Total	Valorisation déterminée par des prix publiés sur un marché actif	Technique de valorisation basée sur des données de marché observables	Valorisation non basée sur données de marché	Total
ACTIVITE COURANTE								
Effets publics et valeurs assimilées	283,1	-	-	283,1	712,0	-	-	712,0
<i>dont créances rattachées</i>	-	-	-	4,9	-	-	-	12,4
<i>dont dépréciations</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres instruments de dettes	1 066,3	3 525,1	16,0	4 607,4	820,4	3 349,3	16,5	4 186,2
<i>dont créances rattachées</i>	-	-	-	40,4	-	-	-	18,9
<i>dont dépréciations</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres (1)	1,0	63,0	3,6	67,6	4,5	-	108,5	113,0
<i>dont créances rattachées</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont pertes de valeur</i>	-	-	-	-4,6	-	-	-	-4,7
SOUS-TOTAL	1 350,4	3 588,1	19,6	4 958,1	1 536,9	3 349,3	125,0	5 011,2
Titres actions détenus à long terme	0,6	1,1	133,0	134,7	0,6	-	129,2	129,8
<i>dont créances rattachées</i>	-	-	-	0,1	-	-	-	0,3
<i>dont pertes de valeur</i>	-	-	-	-5,9	-	-	-	-5,3
SOUS-TOTAL	0,6	1,1	133,0	134,7	0,6	-	129,2	129,8
TOTAL ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE	1 351,0	3 589,2	152,6	5 092,8	1 537,5	3 349,3	254,2	5 141,0
<i>dont titres prêtés</i>	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Y compris les OPCVM

NOTE 6 - PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

(en millions d'euros)	30/06/2008	31/12/2007
Comptes à vue	1 019,1	1 137,9
Comptes et prêts au jour le jour et autres	542,1	246,7
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	-
Créances rattachées	1,9	2,5
TOTAL DES CREANCES A VUE ET AU JOUR LE JOUR	1 563,1	1 387,1
Comptes et prêts à terme	1 047,7	782,8
Valeurs reçues en pension à terme	-	-
Titres reçus en pension livrée à terme	774,8	1 389,0
Prêts subordonnés et titres participatifs	88,9	89,6
Créances rattachées	20,8	40,2
TOTAL DES CREANCES A TERME	1 932,2	2 301,6
TOTAL BRUT	3 495,3	3 688,7
DEPRECIATION	-	-
TOTAL NET	3 495,3	3 688,7

Il faut noter que, sur le total au 30 juin 2008 des créances sur les établissements de crédit, 692,8 millions d'euros représentent des opérations avec le Groupe Société Générale (449,4 millions d'euros au 31 décembre 2007).

NOTE 7 - PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE

(en millions d'euros)	30/06/2008	31/12/2007
Créances commerciales	697,4	684,1
Créances rattachées	0,2	0,2
TOTAL DES CREANCES COMMERCIALES	697,6	684,3
Autres concours		
Crédits de trésorerie	2 258,6	2 193,9
Crédits à l'exportation	57,6	67,7
Crédits à l'équipement	4 661,5	4 334,0
Crédits à l'habitat	10 665,5	10 034,5
Autres crédits	2 827,0	2 609,1
Créances rattachées	66,3	66,2
TOTAL AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE	20 536,5	19 305,4
Comptes ordinaires débiteurs	2 145,3	2 000,3
Créances rattachées	40,4	37,9
TOTAL COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	2 185,7	2 038,2
TOTAL BRUT	23 419,8	22 027,9
DEPRECIATION	-625,3	-622,0
Dépréciation sur créances individualisées	-596,1	-593,0
Dépréciation sur groupe d'actifs homogènes	-29,2	-29,0
TOTAL NET	22 794,5	21 405,9
Titres reçus en pension livrée (y.c. créances rattachées)	23,1	1 055,9
TOTAL DES PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	22 817,6	22 461,8

Les encours de crédits accordés par le Groupe s'accroissent globalement de 1,6% par rapport au 31 décembre 2007, dont une progression de 6,3% pour les crédits à l'habitat et de 7,6% pour les crédits à l'équipement.

Le taux de provisionnement des créances douteuses sur la clientèle est de 50,1% contre 52,3% au 31 décembre 2007.

NOTE 8 - ECARTS D'ACQUISITION

(en millions d'euros)	
Valeur brute au 31/12/2007	48,6
Acquisitions et autres augmentations	-
Cessions et autres diminutions	-
VALEUR BRUTE AU 30/06/2008	48,6
Dépréciations au 31/12/2007	-
Pertes de valeur	-
DEPRECIATIONS AU 30/06/2008	-
Valeur nette au 31/12/2007	48,6
VALEUR NETTE AU 30/06/2008	48,6

Principaux écarts d'acquisition nets au 30 juin 2008

Banque Courtois	10,2
Banque Laydernier	12,8
Banque Kolb	22,3
Banque Tarneaud	3,3

En IFRS, les écarts d'acquisition ne sont plus amortis. Ils sont soumis à un test de dépréciation réalisé une fois par an.

NOTE 9 - SYNTHÈSE DES DÉPRECIATIONS ET PROVISIONS

DEPRECIATIONS (en millions d'euros)	Notes	Stock au 31/12/2007	Dotations	Reprises disponibles	Reprises utilisées	Autres	Stock au 30/06/2008
Etablissements de crédit	6	-	-	-	-	-	-
Crédits à la clientèle	7	593,0	144,5	-108,9	-32,5	-	596,1
Groupes d'actifs homogènes	7	29,0	0,8	-0,6	-	-	29,2
Location-financement et assimilés (1)		9,6	7,7	-5,0	-0,8	-1,0	10,5
Actifs disponibles à la vente	5	10,0	0,7	-	-	-0,2	10,5
Actifs détenus jusqu'à l'échéance		-	-	-	-	-	-
Immobilisations		11,2	0,1	-0,1	-0,2	-5,7	5,3
Autres		1,9	-	-	-	-1,0	0,9
TOTAL		654,7	153,8	-114,6	-33,5	-7,9	652,5

(1) dont dotations nettes impactant le risque de contrepartie: 2,7 millions d'euros.

PROVISIONS (en millions d'euros)	Stock au 31/12/2007	Dotations	Reprises disponibles	Reprises utilisées	Effet d'actualisation	Autres	Stock au 30/06/2008
Provisions pour avantages post-emploi	60,7	3,6	-0,6	-1,7	-	-	62,0
Provisions pour avantages long terme	32,5	3,3	-	-2,9	-	-	32,9
Provisions pour indemnités de fin de contrat de travail	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour autres engagements sociaux	4,6	0,7	-0,5	-1,6	-	-	3,2
Provisions pour risques immobiliers (1)	0,9	-	-	-0,4	-	-	0,5
Provisions pour litiges (2)	13,8	0,4	-1,1	-0,4	0,3	1,0	14,0
Provisions sur engagements hors bilan	16,6	6,4	-4,6	-	-	-	18,4
Autres provisions (3)	14,0	0,1	-	-	-	-2,0	12,1
TOTAL	143,1	14,5	-6,8	-7,0	0,3	-1,0	143,1

(1) Les provisions pour risques immobiliers couvrent des pertes à terminaison relatives aux prises de participation dans des programmes immobiliers.

(2) Dont dotations nettes impactant le risque de contrepartie: -0,7 millions d'euros.

(3) Dont provision épargne-logement: 10,7 millions d'euros au 30 juin 2008 contre 12,6 millions d'euros au 31 décembre 2007.

PROVISIONS TECHNIQUES DES ENTREPRISES D'ASSURANCE (en millions d'euros)	30/06/2008	31/12/2007
Provisions techniques des contrats d'assurance en unités de compte	1 057,3	1 267,7
Provisions techniques des autres contrats d'assurance vie	2 172,4	1 978,4
dont provisions pour participation aux bénéfices différés	-66,8	-19,0
Provisions techniques des contrats d'assurance non-vie	1,6	1,4
TOTAL	3 231,3	3 247,5
Part des réassureurs	215,0	203,9
Provisions techniques nettes de la part des réassureurs	3 016,3	3 043,6

NOTE 10 - DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

(en millions d'euros)	30/06/2008	31/12/2007
Comptes à vue	357,1	312,8
Comptes et emprunts au jour le jour	73,6	178,9
Valeurs données en pension au jour le jour	-	-
Titres donnés en pension au jour le jour	-	-
Dettes rattachées	1,6	2,6
TOTAL DES DETTES A VUE	432,3	494,3
Comptes et emprunts à terme	2 313,3	1 328,5
Valeurs données en pension à terme	272,6	500,0
Titres donnés en pension à terme	50,1	108,5
Dettes rattachées	14,7	14,3
TOTAL DES DETTES A TERME	2 650,7	1 951,3
Réévaluation des éléments couverts	-36,5	-23,2
TOTAL	3 046,5	2 422,4

Il faut noter que, sur le total au 30 juin 2008 des dettes envers les établissements de crédit, 1 636,4 millions d'euros représentent des opérations avec le Groupe Société Générale contre 590,5 millions d'euros au 31/12/07.

NOTE 11 - DETTES ENVERS LA CLIENTELE

(en millions d'euros)	30/06/2008	31/12/2007
Comptes d'épargne à régime spécial à vue	3 895,1	3 672,2
Comptes d'épargne à régime spécial à terme	1 744,7	1 899,4
Comptes à vue et au jour le jour	10 037,0	9 905,7
<i>Sociétés et entrepreneurs individuels</i>	5 969,6	5 859,1
<i>Particuliers</i>	3 646,9	3 552,8
<i>Clientèle financière</i>	4,1	2,1
<i>Autres</i>	416,4	491,7
Comptes à terme	1 717,3	1 691,1
<i>Sociétés et entrepreneurs individuels</i>	765,9	871,7
<i>Particuliers</i>	918,7	795,3
<i>Clientèle financière</i>	0,8	0,8
<i>Autres</i>	31,9	23,3
Valeurs données en pension livrée à terme	-	200,0
Titres donnés en pension livrée au jour le jour	82,0	111,5
Titres donnés en pension livrée à terme	560,7	701,6
Dettes rattachées	93,2	98,7
Dépôts de garantie	0,6	0,6
TOTAL	18 130,6	18 280,8

NOTE 12 - DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE

(en millions d'euros)	30/06/2008	31/12/2007
Bons de caisse et bons d'épargne	16,4	17,0
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	8 013,3	8 268,5
Emprunts obligataires	404,8	250,0
Dettes rattachées	132,3	148,4
SOUS-TOTAL	8 566,8	8 683,9
Réévaluation des éléments couverts	-0,2	-
TOTAL	8 566,6	8 683,9

NOTE 13 - ECHEANCES DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES PAR DUREE RESTANT A COURIR

Échéances des actifs et passifs financiers

Au 30/06/2008 (en millions d'euros)	Jusqu'à 3 mois (1)	De 3 mois à 1an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	TOTAL
EMPLOIS						
Caisse, banques centrales	1 401,3	-	-	-	-	1 401,3
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	327,9	17,3	5,0	1 365,3	-	1 715,5
Instruments dérivés de couverture	134,2	-	-	-	-	134,2
Actifs financiers disponibles à la vente	1 017,7	1 038,3	273,7	2 688,2	74,9	5 092,8
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 579,4	583,6	265,5	66,8	-	3 495,3
Prêts et créances sur la clientèle	4 232,3	2 380,1	8 035,0	8 170,2	-	22 817,6
Opérations de location-financement et assimilées	141,9	332,8	996,9	258,0	-	1 729,6
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-70,6	-	-	-	-	-70,6
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0,1	1,6	2,3	-	-	4,0
RESSOURCES						
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	73,8	72,7	265,1	318,0	-	729,6
Instruments dérivés de couverture	126,3	-	-	-	-	126,3
Dettes envers les établissements de crédit	1 845,6	265,1	809,4	126,4	-	3 046,5
Dettes envers la clientèle	5 630,4	1 229,3	4 300,2	6 970,7	-	18 130,6
Dettes représentées par un titre	4 601,5	2 232,9	805,8	926,4	-	8 566,6
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-24,3	-	-	-	-	-24,3
Dettes subordonnées	-18,0	12,8	357,3	281,0	-	633,1

(1) Par convention, les dérivés sont classés en moins de 3 mois.

Échéances des engagements sur instruments financiers dérivés

Au 30/06/2008 (en millions d'euros)	De 0 à 1 an		De 1 à 5 ans		Plus de 5 ans		Total	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
INSTRUMENTS DE TAUX D'INTERET								
Instruments fermes								
<i>Swaps</i>	9 121,6	9 121,7	7 142,1	7 142,2	3 092,7	3 092,9	19 356,4	19 356,8
<i>FRA</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels								
<i>Caps, Floors, Collars</i>	477,4	79,8	1 491,3	428,0	240,8	242,7	2 209,5	750,5
INSTRUMENTS DE CHANGE								
Options de change	149,8	149,8	3,1	3,1	-	-	152,9	152,9
AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME								
Autres instruments à terme	-	4,0	-	-	-	-	-	4,0

NOTE 14 - ENGAGEMENTS

A. Engagements de financement et de garantie donnés ou reçus

(en millions d'euros)	30/06/2008	31/12/2007
ENGAGEMENTS DONNES		
Engagements de financement		
En faveur d'établissements de crédit	126,8	162,8
En faveur de la clientèle	3 457,5	3 026,1
Engagements de garantie		
Donnés aux établissements de crédit	136,9	134,2
Donnés à la clientèle	3 466,6	3 597,7
Donnés de l'activité d'assurance	387,9	387,9
Autres	781,6	786,3
ENGAGEMENTS RECUS		
Engagements de financement		
	-	-
Engagements de garantie		
Reçus d'établissements de crédit	6 566,8	5 770,7
Reçus de l'activité d'assurance	239,6	239,6
Autres (1)	73,1	88,7

(1) Dont engagements de garantie reçus des administrations publiques et des collectivités locales (58,8 millions d'euros) et nantissement de titres (14,3 millions d'euros).

Au 30 juin 2008, les engagements de financement ou de garantie reçus du Groupe Société Générale se chiffrent à 0,1 million d'euros contre 1,1 millions d'euros au 31 décembre 2007.

Au 30 juin 2008, les engagements de financement et de garantie donnés au Groupe Société Générale s'élèvent à 4,3 millions d'euros, contre 5,8 millions d'euros au 31 décembre 2007.

B. Opérations sur titres et opérations de change

(en millions d'euros)	30/06/2008	31/12/2007
Opérations sur titres		
Titres à recevoir	9,1	12,1
Titres à livrer	68,4	92,0
Opérations de change		
Monnaies à recevoir	6 122,9	7 626,1
Monnaies à livrer	6 123,9	7 635,3

Au 30 juin 2008, les engagements de ce type avec le Groupe Société Générale s'élèvent à 904,0 millions d'euros (contre 545,9 millions d'euros au 31 décembre 2007). Rappelons que l'encours de "Titres à livrer" provient en grande partie de l'activité de la Société de Bourse Gilbert Dupont sur le SRD.

C. Instruments financiers dérivés

(en millions d'euros)	30/06/2008		31/12/2007	
	Actif	Passif	Actif	Passif
INSTRUMENTS DE TRANSACTION				
Instruments de taux d'intérêt				
Instruments fermes				
<i>Swaps</i>	7 424,4	7 424,8	4 420,1	4 420,1
<i>FRA</i>	-	-	-	-
Instruments conditionnels				
<i>Options de gré à gré</i>	-	-	-	38,0
<i>Caps, floors, collars</i>	700,5	750,5	522,5	581,6
Instruments de change				
Options de change	152,9	152,9	73,1	73,1
Autres instruments financiers à terme				
Instruments sur marchés organisés	-	4,0	-	8,3
SOUS-TOTAL INSTRUMENTS DE TRANSACTION	8 277,8	8 332,2	5 015,7	5 121,1
INSTRUMENTS DE COUVERTURE DE JUSTE VALEUR (1)				
Instruments de taux d'intérêts				
Instruments fermes				
<i>Swaps</i>	11 932,0	11 932,0	11 240,5	11 240,5
Instruments conditionnels				
<i>Caps, floors, collars</i>	1 509,0	-	1 249,0	-
SOUS-TOTAL INSTRUMENTS DE COUVERTURE	13 441,0	11 932,0	12 489,5	11 240,5
TOTAL	21 718,8	20 264,2	17 505,2	16 361,6

(1) Y compris dérivés de macrocouverture en juste valeur par résultat.

Au 30 juin 2008, les engagements de ce type avec le Groupe Société Générale s'élèvent à 16 385,3 millions d'euros (contre 11 905,8 millions d'euros au 31 décembre 2007).

Il faut rappeler que, conformément à la réglementation, les opérations traitées pour compte et sur ordre de la clientèle sont classées en catégorie "Transaction", alors que leur éventuelle couverture est classée en couverture de juste valeur par résultat.

NOTE 15 - OPERATIONS EN DEVISES

(en millions d'euros)	Euro	Franc Suisse	Livre sterling	Dollar	Yen	Autres devises	TOTAL 30/06/2008
ACTIF							
Trésorerie	3 818,1	77,4	81,8	621,7	3,8	293,8	4 896,6
Crédits clientèle	24 263,4	88,1	43,2	77,6	2,8	1,5	24 476,6
Autres actifs	8 308,3	-	0,2	39,6	-	0,2	8 348,3
TOTAL	36 389,8	165,5	125,2	738,9	6,6	295,5	37 721,5
PASSIF							
Trésorerie	2 423,0	39,5	50,5	217,3	311,4	4,8	3 046,5
Dépôts clientèle	17 691,2	6,9	37,3	353,1	2,7	15,1	18 106,3
Dettes représentées par un titre	8 562,8	-	-	3,8	-	-	8 566,6
Autres passifs	7 998,7	-	0,2	3,0	-	0,2	8 002,1
TOTAL	36 675,7	46,4	88,0	577,2	314,1	20,1	37 721,5
ENGAGEMENTS DE CHANGE							
Devises à recevoir	2 419,2	211,9	284,1	1 973,2	591,8	642,7	6 122,9
Devises à livrer	2 132,5	335,1	320,6	2 133,4	284,4	917,9	6 123,9

POSITION NETTE (en millions d'euros)	Euro	Franc Suisse	Livre sterling	Dollar	Yen	Autres devises	TOTAL 30/06/2008
Actif	36 389,8	165,5	125,2	738,9	6,6	295,5	37 721,5
Passif	36 675,7	46,4	88,0	577,2	314,1	20,1	37 721,5
Engagements de change nets	286,7	-123,2	-36,5	-160,2	307,4	-275,2	-1,0
SOLDE	0,8	-4,1	0,7	1,5	-0,1	0,2	-1,0

NOTE 16 - PRODUIT NET BANCAIRE

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Intérêts et résultats assimilés	17	404,2	377,2	790,5
Commissions	18	315,6	390,9	790,3
Dividendes sur titres à revenu variable		3,0	2,6	4,3
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	19	28,8	2,9	-32,7
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	20	1,2	41,4	41,8
Produits et charges des autres activités		1,1	3,4	3,3
TOTAL PRODUIT NET BANCAIRE		753,9	818,4	1 597,5
Part des commissions dans le PNB		41,9%	47,8%	49,5%

NOTE 17 - INTERÊTS ET RESULTATS ASSIMILES

(en millions d'euros)	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES SUR			
Opérations avec les établissements de crédit	81,4	100,0	188,2
Opérations avec la clientèle	590,6	520,5	1 084,9
Opérations sur instruments financiers	227,2	163,3	259,4
<i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>	114,3	47,6	121,8
<i>Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance</i>	0,1	0,7	1,0
<i>Prêts de titres</i>	-	-	-
<i>Dérivés de couverture</i>	112,8	115,0	136,6
Opérations de location-financement	73,8	68,4	142,4
<i>Location-financement immobilier</i>	36,1	34,5	71,4
<i>Location-financement mobilier</i>	37,7	33,9	71,0
Autres intérêts et produits assimilés	-	-	-
SOUS-TOTAL	973,0	852,2	1 674,9
INTERETS ET CHARGES ASSIMILES SUR			
Opérations avec les établissements de crédit	-69,6	-66,5	-126,1
Opérations avec la clientèle	-176,3	-149,4	-319,9
Opérations sur instruments financiers	-295,1	-230,7	-378,0
<i>Dettes représentées par des titres</i>	-176,1	-123,8	-246,9
<i>Dettes subordonnées et convertibles</i>	-15,2	-16,0	-30,8
<i>Emprunts de titres</i>	-	-	-
<i>Dérivés de couverture</i>	-103,8	-90,9	-100,3
Opérations de location-financement	-27,5	-28,3	-59,9
<i>Location-financement immobilier</i>	-24,4	-23,0	-47,9
<i>Location-financement mobilier</i>	-3,1	-5,3	-12,0
Autres intérêts et charges assimilées	-0,3	-0,1	-0,5
SOUS-TOTAL	-568,8	-475,0	-884,4
TOTAL INTERETS ET RESULTATS ASSIMILES	404,2	377,2	790,5

(en millions d'euros)	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Produits (Charges) nets (nettes) sur			
Opérations avec les établissements de crédit	11,8	33,5	62,1
Opérations avec la clientèle	414,3	371,1	765,0
<i>Crédits de trésorerie</i>	75,9	69,5	143,3
<i>Crédits à l'exportation</i>	2,1	2,4	4,4
<i>Crédits à l'équipement</i>	92,3	77,1	164,1
<i>Crédits à l'habitat</i>	251,5	226,0	466,1
<i>Autres crédits à la clientèle</i>	-7,5	-3,9	-12,9
Opérations sur instruments financiers	-67,9	-67,4	-118,6
Opérations de location-financement	46,3	40,1	82,5
Autres	-0,3	-0,1	-0,5
TOTAL INTERETS ET RESULTATS ASSIMILES	404,2	377,2	790,5

NOTE 18 - COMMISSIONS

(en millions d'euros)	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
PRODUITS DE COMMISSIONS			
Opérations avec les établissements de crédit	-	-	-
Opérations avec la clientèle	120,7	109,5	219,1
Opérations sur titres	3,8	4,0	7,8
Opérations de change et sur instruments financiers dérivés	0,9	0,8	1,7
Engagements de financement et de garantie	11,4	10,8	22,7
Prestations de services	310,4	320,5	647,2
Autres	-	-	-
SOUS-TOTAL	447,2	445,6	898,5
CHARGES DE COMMISSIONS			
Opérations avec les établissements de crédit	-0,3	-0,4	-0,9
Opérations sur titres	-76,0 (1)	-3,4	-6,2
Opérations de change et sur instruments financiers dérivés	-	-	-0,1
Engagements de financement et de garantie	-0,4	-0,4	-0,7
Autres	-54,9	-50,5	-100,3
SOUS-TOTAL	-131,6	-54,7	-108,2
TOTAL COMMISSIONS NETTES	315,6	390,9	790,3

(1) Dont indemnités exceptionnelles de -72,5 millions d'euros liées au plan de restructuration de l'actif des fonds gérés par Etoile Gestion.

NOTE 19 - GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

(en millions d'euros)	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Résultat net sur actifs financiers non dérivés de transaction	2,6	1,3	3,1
Résultat net sur actifs financiers à la juste valeur sur option	-6,8	-5,1	-16,0
Résultat net sur passifs financiers non dérivés de transaction	-	-	-
Résultat net sur passifs financiers à la juste valeur sur option	91,8 (1) (2)	-1,4	9,8 (2)
Résultat sur instruments financiers dérivés de transaction	-64,7 (2)	0,4	-44,1 (2)
Résultat net sur instruments de couverture / Couverture de juste valeur	19,7	-74,4	-74,2
Réévaluation des éléments couverts attribuable aux risques couverts	-18,0	74,1	74,5
Part inefficace de la couverture de flux de trésorerie	-	-	-
Résultat net sur opérations de change	4,2	8,0	14,2
TOTAL	28,8	2,9	-32,7

- (1) Y compris un montant créditeur de 43,7 millions d'euros au titre de l'effet du spread de crédit propre dans la réévaluation des passifs financiers du Groupe.
- (2) Depuis fin 2007, l'ensemble de l'opération structurée BMTN et swap est classée en "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat". Ceci a un impact à la baisse sur cette marge et un impact inverse sur la marge "Intérêts et produits et charges assimilés" qui enregistrait auparavant la part d'intérêts de ces opérations.
- (3) Le résultat net sur les actifs et les passifs financiers à la juste valeur par résultat est déterminé à l'aide de techniques d'évaluation basées sur des paramètres observables.

NOTE 20 - GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

(en millions d'euros)	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
ACTIVITE COURANTE			
Plus-value de cession	1,6	7,8	2,4
Moins-value de cession	-0,5	-3,5	-0,1
Perte de valeur des titres à revenu variable	-	-	-
Plus value nette de cession sur actifs financiers disponibles à la vente (activité d'assurance)	-	-	3,4
SOUS-TOTAL	1,1	4,3	5,7
TITRES A REVENU VARIABLE DETENUS A LONG TERME			
Plus-value de cession	0,8	45,7 (1)	45,7 (1)
Moins-value de cession	-	-8,6 (2)	-8,6 (2)
Perte de valeur des titres à revenu variable	-0,7	-	-1,0
SOUS-TOTAL	0,1	37,1	36,1
TOTAL	1,2	41,4	41,8

- (1) Dont plus-value de cession de 44,6 millions d'euros
- (2) Moins-value de cession de 8,6 millions d'euros sur titres NYSE Euronext en 2007.

NOTE 21 - FRAIS DE PERSONNEL

A- FRAIS DE PERSONNEL

(en millions d'euros)	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Rémunérations du personnel	-185,9	-177,6	-355,3
Charges sociales et fiscales sur rémunérations	-47,4	-53,8	-103,2
Charges de retraite	-30,8	-25,4	-53,9
Régimes à cotisations définies	-26,8	-24,6	-49,5
Régimes à prestations définies	-4,0	-0,8	-4,4
Autres charges sociales et fiscales	-25,2	-22,0	-44,5
Participation, intéressement et abondements	-27,5	-27,5	-57,2
Transfert de charges	2,8	2,3	4,5
TOTAL	-314,0	-304,0	-609,6

Les rémunérations variables versées en 2008 au titre de 2007 s'élèvent à 21,7 millions d'euros.

B- EFFECTIF

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Effectif inscrit (1)	8 659	8 614	8 696
Effectif moyen net présent (1)	8 578	8 558	8 539
Effectif moyen net présent directement rémunéré par le Groupe Crédit du Nord	7 958	7 895	7 959
Congés maternité, contrats de qualification / apprentissage	620	663	580

(1) Hors effectif Banque Pouyanne

C - PLANS D'AVANTAGES EN ACTION

Montant de la charge enregistrée en résultat

(en millions d'euros)	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Charges nettes provenant des plans d'achat d'actions	-2,1	-2,7	-5,3
Charges nettes provenant des plans d'options et d'attribution gratuite d'actions	-1,9	-2,4	-4,6
TOTAL	-4,0	-5,1	-9,9

La charge mentionnée ci-dessus porte sur les plans de stock-options attribués depuis le 7 novembre 2002, réglés en titres et sur l'ensemble des plans réglés en espèces.

Description des nouveaux plans mis en place au cours du 1er semestre 2008

Les régimes sur capitaux propres offerts aux salariés du Groupe Crédit du Nord au cours de la période se terminant le 30 juin 2008 sont brièvement décrits ci-dessous.

Options de souscription

Emetteur : Société Générale	2008
Autorisation des actionnaires	30/05/2006
Décision du Conseil d'administration	21/03/2008
Nombre d'options attribuées	61 038
Durée de validité des options	7 ans
Modalités de règlement	actions Société Générale
Période d'acquisition des droits	21/03/2008 - 31/03/2011
Conditions de performance	oui (2)
Conditions en cas de départ du Groupe	perte
Conditions en cas de licenciement	perte
Conditions en cas de départ à la retraite	maintien
Cas de décès	maintien 6 mois
Cours du titre à l'attribution (en euros) (moyenne des 20 dernières cotations)	67,08
Décôte	0,0%
Prix d'exercice (en euros)	67,08
Options exercées	-
Options perdues au 30 juin 2008	-
Options restantes au 30 juin 2008	61 038
Nombre d'actions réservées au 30 juin 2008	-
Cours des actions réservées (en euros)	-
Valeur des actions réservées (en millions d'euros)	-
Première date de cession	21/03/2012
Période d'interdiction de cession	1 an
Juste valeur (% du prix du titres à l'attribution)	24%
Méthode de valorisation utilisée	Monte-Carlo

(2) Les conditions de performance sont décrites dans le chapitre gouvernement d'entreprise du document de référence du Groupe Société Générale.

Attribution gratuite d'actions

Emetteur : Société Générale	2008
Autorisation des actionnaires	30/05/2006
Décision du Conseil d'administration	21/03/2008
Nombre d'actions attribuées	75 144
Modalités de règlement	actions Société Générale
Période d'acquisition des droits	21/03/2008 - 31/03/2010 21/03/2008 - 31/03/2011
Conditions de performance	oui (2)
Conditions en cas de départ du Groupe	perte
Conditions en cas de licenciement	perte
Conditions en cas de départ à la retraite	maintien
Cas de décès	maintien 6 mois
Cours du titre à l'attribution (en euros)	61,33
Options perdues au 30 juin 2008	-
Options restantes au 30 juin 2008	75 144
Nombre d'actions réservées au 30 juin 2008	75 144
Cours des actions réservées (en euros)	106,44
Valeur des actions réservées (en millions d'euros)	8
Première date de cession	31/03/2012 31/03/2013
Période d'interdiction de cession	2 ans
Juste valeur (% du prix du titre à l'attribution)	
- durée d'acquisition 2 ans	87%
- durée d'acquisition 3 ans	81%
Méthode de valorisation utilisée	Arbitrage

(2) Les conditions de performance sont décrites dans le chapitre gouvernement d'entreprise du document de référence du Groupe Société Générale.

Attributions d'actions SG avec décote

Au titre de la politique d'actionnariat salarié du Groupe, la Société Générale a proposé le 21/03/2008 à ses salariés de souscrire à une augmentation de capital réservée à un cours de 53,67 euros décoté de 20% par rapport à la moyenne des 20 dernières cotations de l'action Société Générale précédant cette date.

Le nombre d'actions souscrites a été de 477 096, représentant une charge pour l'exercice 2008 de 4,2 millions d'euros (2,1 millions d'euros au 30 juin 2008) pour le Groupe après prise en compte de la durée légale d'incessibilité de 5 ans des titres. Le modèle de valorisation utilisé, qui est conforme aux préconisations du Conseil national de la comptabilité sur les Plans d'épargne entreprise, compare le gain qu'aurait obtenu le salarié par la disposition immédiate des titres Société Générale et le coût notionnel que représente pour lui leur blocage sur 5 ans. Ce coût notionnel d'incessibilité est valorisé comme le coût net d'un achat comptant d'actions Société Générale financé par un crédit de trésorerie non affecté et non renouvelable d'une durée de 5 ans, et d'une vente à terme de ces mêmes actions à échéance de 5 ans. Les principaux paramètres de marché utilisés pour valoriser ce coût notionnel d'incessibilité en date d'attribution sont les suivants :

- cours moyen de l'action Société Générale retenu sur la période de souscription : 73,57 euros
- taux d'intérêt sans risque : 4,06 %
- taux d'intérêt d'un crédit de trésorerie non affecté à 5 ans applicable aux acteurs de marché bénéficiaires des titres incessibles : 7,57 %

Le coût notionnel d'incessibilité ainsi valorisé représente 15,2 % du cours comptant de l'action Société Générale en date d'attribution.

NOTE 22 - AUTRES CHARGES

(en millions d'euros)	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Loyers et charges locatives	-20,2	-17,8	-37,2
Redevances location-financement	-0,2	-0,2	-0,4
Services extérieurs et divers	-84,4	-80,0	-167,2
Intérimaires et contractants extérieurs	-41,3	-42,5	-86,2
Dépenses de télécommunication	-5,4	-5,2	-10,5
Transports et déplacements	-9,9	-9,1	-18,9
Charges refacturées à des tiers	0,9	0,2	1,2
Transfert de charges	10,7	11,7	22,7
TOTAL AUTRES CHARGES	-149,8	-142,9	-296,5

NOTE 23 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Immobilisations d'exploitation

(en millions d'euros)	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Immobilisations incorporelles	-15,5	-13,7	-28,0
Immobilisations corporelles	-21,0	-20,3	-41,0
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	-36,5	-34,0	-69,0
Dont équipements informatiques et logiciels	-20,4	-18,6	-38,0

Il faut noter que, sur une dotation globale de 36,5 millions d'euros, la charge d'amortissement des équipements informatiques et des logiciels représente 20,4 millions d'euros (soit 56% de l'ensemble) ; ceci reflète bien l'effort d'investissement effectué depuis maintenant plusieurs années au niveau tant de l'équipement informatique du réseau commercial du Groupe, que de certains systèmes opératoires centraux.

NOTE 24 - COUT DU RISQUE

(en millions d'euros)	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Dotations nettes pour dépréciation	-40,3	-36,9	-75,0
Pertes non couvertes par des provisions (1)	-6,6	-3,5	-9,0
Récupérations sur créances amorties	5,3	4,5	9,3
Risques de contrepartie	-41,6	-35,9	-74,7
Dotations nettes aux autres provisions sur éléments de passifs éventuels	0,7	-0,2	2,1
Pertes non couvertes par des provisions (1)	-0,3	-0,4	-0,9
Autres Risques	0,4	-0,6	1,2
TOTAL	-41,2	-36,5	-73,5

(1) Les chiffres du 30/06/07 et 31/12/07 ont été retraités afin de faire apparaître les pertes non couvertes sur autres risques.

NOTE 25 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

(en millions d'euros)	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Impôt courant	-10,4	-79,7	-122,4
Impôt différé	-54,7	-4,6	-43,4
TOTAL	-65,1	-84,3	-165,8

La réconciliation entre le taux d'impôt normatif du Groupe et le taux d'impôt effectif est présentée ci-dessous :

(en millions d'euros)	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Résultat avant impôts et résultats des sociétés mises en équivalence	199,2	283,4	513,4
Taux normal d'imposition applicable aux sociétés françaises (incluant contribution de 3,3%)	34,43%	34,43%	34,43%
Différences permanentes	-1,83%	2,29%	1,80%
Différentiel sur éléments imposés à taux réduit	-0,22%	-6,14% ⁽¹⁾	-3,40% ⁽¹⁾
Différentiel de taux d'imposition sur les profits taxés à l'étranger	-0,42%	-0,36%	-0,34%
Gain d'intégration fiscale	1,31%	-0,35%	-0,08%
Redressements et avoirs fiscaux	-0,23%	-0,17%	0,01%
Changement de taux d'impôt	-	-	-
Autres éléments	-0,36%	0,06%	-0,12%
Taux effectif d'imposition du Groupe	32,68%	29,76%	32,30%

(1) Sur l'exercice 2007, le différentiel sur éléments imposés à taux réduit provient de la cession des titres Euronext qui a généré une plus-value à taux réduit de 44,6 millions d'euros.

NOTE 26 - CONTRIBUTION DES ACTIVITES ET DES SOCIETES AU RESULTAT NET CONSOLIDE

Compte tenu des retraitements inhérents au processus de consolidation, les différentes sociétés du Groupe contribuent au résultat consolidé pour des montants qui peuvent être très différents des résultats individuels. Le tableau ci-dessous indique donc la contribution réelle (après retraitements de consolidation) des sociétés au résultat consolidé, en part du Groupe, ces sociétés étant regroupées par type d'activité.

Contribution au résultat consolidé (part du Groupe)			
(en millions d'euros)	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Crédit du Nord	90,4	67,2	123,6
Banque Rhône-Alpes	14,3	16,0 (1)	30,6
Banque Tarneaud	10,3	10,3	21,3
Banque Courtois	18,8	19,0 (1)	36,7
Banque Laydernier	5,4	5,7	11,3
Banque Nuger	2,7	2,5	5,1
Banque Kolb	5,4	5,9	9,3
Norbail Immobilier	0,7	0,6	1,7
Société de Bourse Gilbert Dupont	0,5	38,0	40,0
Star Lease	2,4	2,9	5,4
Dexia-C.L.F. Banque	0,6	0,5	1,0
Nord Assurances Courtage	0,6	1,7	4,9
Autres sociétés	6,6	3,5	5,0
Sous-total activité bancaire	158,7	173,8	295,9
Etoile Gestion	-33,4	16,9	33,4
Sous-total activité gestion d'actifs	-33,4	16,9	33,4
Antarius (2)	6,5	4,9	10,9
Sous-total activité assurance	6,5	4,9	10,9
TOTAL TOUTES ACTIVITES	131,8	195,6	340,2

(1) Suite aux fusions absorptions réalisées sur le quatrième trimestre 2007 de la SNC Europe Lafayette par la Banque Rhône Alpes et de la SNC Fimmogest par la Banque Courtois, les éléments de juin 2007 ont été retraités en conséquence pour plus de lisibilité.

(2) Y compris les OPCVM d'assurance sous-consolidés.

Part des activités dans le résultat d'ensemble	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Activité bancaire	120,4%	88,9%	87,0%
Gestion d'actifs	-25,3%	8,6%	9,8%
Assurance	4,9%	2,5%	3,2%

NOTE 27 : Impacts de la crise financière dans le Groupe Crédit du Nord

L'activité de la société de gestion mobilière Etoile Gestion a été fortement affectée par la crise financière qui a eu pour effet une forte décollecte sur le segment des fonds monétaires ou obligataires dynamiques puisque l'encours s'est réduit de 8 608 MEUR (encours maximal atteint le 23 juillet 2007), à 1 263 MEUR au 30 juin 2008.

Afin d'assurer la liquidité de ces fonds et d'insensibiliser ses encours sous gestion sans pénaliser sa clientèle, le Groupe a réalisé au cours du 1^{er} semestre 2008 :

- un programme de cessions d'actifs sur le marché pour 1 497,2 MEUR, qui a contribué à constater une perte de 72,5 MEUR sur la société Etoile Gestion ;
- des rachats par le Crédit du Nord d'actifs de bonne qualité affectés par la crise de liquidité pour 176,8 MEUR (montant décaissé correspondant à 189,2 MEUR de nominal).

Rappelons que le Groupe Crédit du Nord avait déjà été amené fin 2007, pour assurer la liquidité de ces fonds dynamiques à procéder à des rachats ponctuels de certains actifs, entraînant une augmentation de 707,5 MEUR des actifs du groupe au 31 décembre 2007.

Les actifs achetés par le Crédit du Nord sont essentiellement constitués de TCN bancaires, et ils représentent avec 884,3 MEUR, 10,3 % de l'actif maximal de ces fonds enregistré au 23 juillet 2007.

Sans nouvelle et forte dégradation du marché du crédit, les mesures prises sont estimées suffisantes pour assurer la liquidité et la performance des fonds sur les prochains mois d'autant que le rythme de la décollecte a ralenti.

La filiale d'assurance Antarius a vu ses actifs financiers, classés en portefeuille « disponibles à la vente », subir une certaine valorisation à la baisse en corrélation avec les fluctuations du marché. Les différentes réserves et provisions constituées par ailleurs sur le bilan assurance permettent au 30 juin 2008 de faire face à ces évolutions de valorisation. On peut aussi citer la présence dans les actifs d'Antarius de deux RMBS (Residential Mortgage Backed Securities) représentant 50 MEUR de nominal au total, sur sous-jacents immobiliers français qui ne présentent pas de risque particulier, cet encours n'étant porté par le CDN qu'à hauteur du pourcentage de détention de sa filiale soit 50 %.

Enfin, concernant notre exposition aux financements LBO, le Crédit du Nord continue à afficher une politique prudente, conformément à sa stratégie globale. Elle consiste à privilégier l'accompagnement de ses clients, et à rechercher, dans la mesure du possible, un positionnement sur les tranches amortissables et d'exploitation (revolving) de ces crédits.

Les encours totaux portés par le CDN de financements LBO (supérieurs à 1,5 MEUR à l'origine) s'élèvent au 30 juin 2008 à 776 MEUR. La répartition de ce chiffre par secteurs d'activités est très diversifiée. La part des encours sur LBO supérieurs à 10 MEUR à l'origine est de 42,7 % du total soit 331 MEUR.

5 – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG & Autres

Crédit du Nord, S.A.

Période du 1^{er} janvier 2008 au 30 juin 2008

DELOITTE & ASSOCIES
185, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG & Autres
41, rue Ybry
92576 Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A.S à capital variable

Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie
régionale de Versailles

Crédit du Nord, S.A.

Période du 1^{er} janvier 2008 au 30 juin 2008

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application des articles L. 232-7 du Code de commerce et L. 451-1-2 III du Code Monétaire et Financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés du Crédit du Nord, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine, le 4 août 2008


Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES



José-Luis Garcia

ERNST & YOUNG et Autres



Isabelle Santenac